

COCKTAIL EXPLOSIF

La combinaison de la marche contre la brutalité policière d'aujourd'hui et de la grève étudiante inquiète les autorités. PAGES A2 ET A3



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

LA PRESSE



TÉLÉCOMMUNICATIONS
**OTTAWA FAVORISE
LA COMPÉTITION**
AFFAIRES

EXCLUSIF

LOUISE BEAUDOIN ET PIERRE CURZI

LES MUTINS PRÊTS À RENTRER AU PQ

DENIS LESSARD PAGE A17



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

ONE DIRECTION SUCCÈS À LA CARTE

ARTS



PHOTO AFP

VINCENT
MARISSAL

HARPER,
LE MEILLEUR
ALLIÉ DU PQ
PAGE A18

MARC
CASSIVI

LA MÉDECINE
DE FABIENNE
LAROCHE ARTS

FORMULE 1

LE TOUR DE LA QUESTION

SPORTS

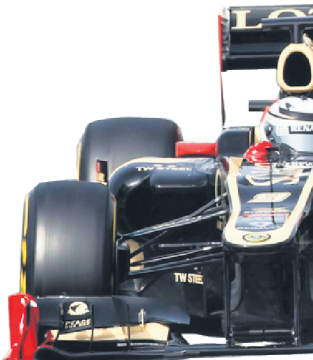


PHOTO REUTERS



PHOTO REUTERS

DOULEUR ET INCOMPRÉHENSION

La Belgique pleure la mort de 28 personnes, dont 22 enfants, dans un accident d'autocar en Suisse. PAGE A26



2



3 F

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Harper songerait à nommer Pierre Poutine au Sénat.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



LV 6 21924 98765 1



Stanley Péan

Quand le jazz est là...

En semaine, 17 h 30

Tous les jeudis, pleins feux sur l'actualité du jazz, sur scène et sur disque. Ce soir: la nouveauté du pianiste espagnol CHANO DOMINGUEZ.

Réalisation: Stanley Péan

La musique prend vie



Radio-Canada.ca/espacemusique

MANIFESTATIONS



Manifestation contre la brutalité policière, l'année dernière à Montréal.

PHOTO PATRICK SANFAÇON LA PRESSE

LES GRENADES SONT LÀ POUR RESTER

LES ENGINS ASSOURDISSANTS CONTROVERSÉS SONT MOINS DANGEREUX QUE LA MATRAQUE POUR DISPERSER UNE FOULE, ESTIME LE SPVM.

Presque chaque année, la manifestation contre la brutalité policière, qui se déroulera ce soir, se termine en affrontement entre policiers et manifestants. Cette fois, avec les milliers d'étudiants en grève et les récents événements impliquant la police montréalaise, la tension monte d'un cran. À la veille de l'événement annuel, les policiers ont fait le point sur leurs tactiques... et sur leur arsenal.

DAVID SANTERRE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est catégorique: les grenades assourdisantes et irritantes tant décriées depuis l'événement qui pourrait coûter un œil au cégépien Francis Grenier sont bien moins dangereuses que la traditionnelle matraque pour disperser une foule qui résiste aux policiers.

Chose rare, le SPVM a convié les médias, hier, pour expliquer ce qui, selon lui, justifie l'emploi d'une force croissante dans le cadre de manifestations et pour dévoiler plusieurs pièces de son arsenal. On dit vouloir ainsi démystifier les opérations policières à l'occasion de rassemblements du genre.

Selon l'inspecteur-chef Alain Bourdages, ces armes servent à «éviter des blessures avant l'utilisation des bâtons».

«Nous les utilisons depuis 2008. Ça fait suite aux manifestations de Montréal-Nord au cours desquelles nous n'avions utilisé que les bâtons. Le continuum de l'utilisation de la force du Québec recommande que nous utilisions des éléments moins dangereux, comme les irritants chimiques», explique-t-il.

En matière d'usage de la force, on a précisé que le groupe d'intervention n'entre en jeu qu'une fois que les policiers du quartier où se déroule une manifestation ont tenté, sans succès, de disperser la foule après qu'un avis d'éviction a été lu.

Le 7 mars, on a estimé qu'à la suite d'un blocus de 50 minutes de la tour du 500, rue Sherbrooke Ouest après qu'une clôture a été érigée par les manifestants et que des bouteilles, des pierres et des morceaux de glace ont été lancés aux agents, il était temps de faire appel au groupe d'intervention.

Les hommes vêtus d'une lourde armure se sont avancés vers la foule en tapant leur bouclier de leur bâton en criant «bouge, bouge, bouge», une tactique servant à démontrer aux manifestants qu'il est temps de partir.

Si cette approche se heurte à une résistance active, entre alors en jeu l'arsenal spécialisé.

Le 7 mars, après avoir lancé 37 jets de gaz irritant CS sur les manifestants, les agents ont lancé neuf «rubber ball grenades», des petits engins assourdisants en caoutchouc ressemblant à des grenades militaires, lancés pour exploser au-dessus d'une foule.

Cela crée de la désorientation et une interruption du mouvement chez certains manifestants, et les policiers y voient une occasion d'avancer plus rapidement et avec plus de fluidité. Un «blast disperser», sorte de canette qui dégage du gaz irritant CS en explosant, a aussi été lancé.

Est-ce ce fameux projectile argenté que Francis Grenier dit avoir aperçu un instant avant de le recevoir au visage?

La police dit ne pas pouvoir le préciser et mène une enquête.

Implosion

Le SPVM insiste pour dire que ces bombes n'explorent pas, mais qu'elles implosent plutôt en ne dégageant aucun souffle pouvant causer des blessures.

«Depuis que nous utilisons ces outils, un seul autre cas de blessure que celui de Francis Grenier nous a été rapporté. C'était une rubber ball grenade. Un des morceaux de caoutchouc, en retombant, a frappé les lunettes d'un manifestant. Ça lui a causé une ecchymose au-dessus de l'œil», précise l'inspecteur-chef Alain Bourdages.

Ces armes pourraient de nouveau servir ce soir, lors de la manifestation annuelle du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), qui démarrera au parc Émilie-Gamelin à 17h.

«Treize des quinze manifestations du COBP dans le passé ont débordé, pour se conclure par des arrestations de masse et la commission de méfaits», note Alain Bourdages.

Il invite les étudiants et cégépiens qui seront tentés d'y prendre part à se dissocier des habituels «casseurs» et à les dénoncer.

Il indique que ces casseurs profitent de la foule pour s'adonner à leurs méfaits.

«S'ils se retrouvent à nu, ils se calmeront», conclut-il.

2020 Rue de la montagne, Montréal.

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

(514) 845-4651

CHATEAUDIVOIRE.COM

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VOYAGE 10	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	VOYAGE 6	Loteries	A18
Bourses	AFFAIRES 14 et 15	Monde	A24 à A27
CV	AFFAIRES 9	Petites annonces	VOYAGE 5 et AFF. 4
Débats	A28-29	Sudoku	AFFAIRES 4
Décès	VOYAGE 7 à 9		

Météo
Nuageux avec percées de soleil, maximum 9. AFFAIRES 16

MANIFESTATIONS



Un manifestant crie après «l'explosion» d'une grenade assourdissante.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

BLACK BLOC

Des anarchistes non violents, selon des spécialistes

Les manifestants participant à ce qu'on appelle le Black Bloc, chahutés par des étudiants après avoir commis des actes de vandalisme lors de la manifestation de mardi au centre-ville, sont pourtant non violents, affirment des spécialistes de ces groupuscules.

Portant vêtements et drapeaux noirs, masqués, ils auraient lancé des feux d'artifice, certains en direction des policiers, et ont peint en noir l'inscription «ACAB» (*All Cops Are Bastards*) sur une voiture de police.

Certains médias ont indiqué qu'ils étaient «membres du Black Bloc».

«Le Black Bloc, c'est une stratégie d'action, une idée. On ne peut en être membre, car ce n'est pas une organisation. L'idée est de se regrouper dans une manifestation et de décider d'une action au moment où ça se passe. C'est la démocratie directe, il n'y a pas de chef», explique Pascale Dufour, professeure de sciences politiques à l'Université de Montréal.

Son vis-à-vis à l'UQAM, Francis Dupuis-Déri, qui a écrit un livre sur le phénomène Black Bloc, dit que les participants ne sont pas dangereux.

«Quand j'en vois dans les manifestations, la plupart du temps, il ne se passe rien de spécial. Ils sont là, ils s'expriment. Ils sont une critique

radicale du libéralisme économique et politique. Ils sont quelque chose qui s'apparente à l'anarchisme, ou à un communisme libertaire», explique celui qui les a observés dans plusieurs manifestations altermondialistes dans le monde.

Il est faux, selon lui, de prétendre qu'ils sont des casseurs qui «infiltrant» le mouvement étudiant pour en découdre avec la police et détourner le message des manifestants.

«Ils font partie du mouvement. Ils ne sont pas plus extérieurs à la manifestation que le hippie pacifique ou l'étudiant en art déguisé en clown. Le mouvement étudiant n'est pas une armée. Il y a

différents points de vue sur les tactiques à employer», croit-il.

Les deux professeurs croient que le Black Bloc prône la non-violence physique.

«Ils font plutôt dans la destruction de matériel. Mais on ne casse pas qu'une vitrine, il y a un sens politique derrière le choix de la vitrine qui sera brisée. C'est souvent interprété par le public comme du vandalisme, mais pour eux, c'est une action politique», conclut Pascale Dufour.

La police de Montréal a refusé de mentionner le nom de Black Bloc hier, mais a affirmé enquêter sur des actes de vandalisme commis mardi.

—David Santerre



«Le Black Bloc, c'est une stratégie d'action, une idée. On ne peut en être membre, car ce n'est pas une organisation», dit une spécialiste de l'UQAM.



PHOTOS PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

La Ville demande aux étudiants d'éviter la manifestation contre la brutalité policière

Montréal demande aux étudiants et cégépiens qui marchent quotidiennement contre la hausse des droits de scolarité d'éviter de se joindre à la manifestation contre la brutalité policière, prévue ce soir. Le responsable de la sécurité publique au comité exécutif, Claude Trudel, craint que cette marche ne se termine encore cette année par des actes violents. «C'est une situation délicate. Chaque année, ça tourne plutôt mal. Des fois plus, des fois moins. Si j'étais étudiant ou leader étudiant, je me tiendrais loin de cette manifestation», a indiqué l'élú lors d'un point de presse, hier après-midi. Tenues tous les mois de mars, les manifestations contre la brutalité policière se terminent fréquemment par des affrontements entre participants et forces policières. Plusieurs arrestations sont faites chaque année. «On va respecter le droit [des étudiants] s'ils veulent s'y joindre, mais il y a des risques. Ça finit malheureusement toujours par un peu de casse. Je ne voudrais pas que des étudiants qui manifestent de bonne foi, qui ont un message à passer, soient pris dans une situation délicate.»

— Pierre-André Normandin

DANS L'ARSENAL

RUBBER BALL GRENADE

Faite de caoutchouc, elle est lancée au-dessus de la foule et explose une première fois après 1,5 seconde, pour expulser à 1 mètre les quelques éléments métalliques qu'elle contient et éviter qu'ils soient projetés par l'explosion principale, qui survient une demi-seconde plus tard. Un «boum» de 175 décibels se fait entendre, et 26 grammes de gaz irritant CS retombent au sol.

BLAST DISPERSER

Cet engin ressemble à une canette de boisson gazeuse. Lui aussi explose au-dessus de la foule. Son bruit est trois fois plus faible que celui de la *rubber ball grenade*, mais il contient 90 grammes de gaz irritant CS, dont l'effet est similaire à celui du gaz poivre, mais de courte durée. Les cisèlures dans le contenant, fait d'acier très mince, font qu'il s'éventre sans rejeter de pièces métalliques.

— David Santerre



Rubber Ball Grenade



Blast Disperser

PHOTOS PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

ANNÉE MOUVEMENTÉE POUR LE SPVM

Depuis la plus récente manifestation contre la brutalité policière, en mars 2011, quelques événements malheureux impliquant le Service de police de la Ville de Montréal ont fait les manchettes. Quatre personnes sont mortes sous les balles des policiers. Voici, en bref, quelques affaires qui ont retenu l'attention.

7 JUIN 2011

À 6 h 40, Mario Hamel est agressif et désorienté. Rue Sainte-Catherine, il éventre des sacs avec un couteau. Les policiers interviennent, mais l'homme se rue sur un agent. Trois policiers ouvrent alors le feu, et l'individu s'écroule. Patrick Limoges, un employé de l'hôpital Saint-Luc qui se rendait au travail au même moment, est atteint mortellement par une balle perdue.

6 JANVIER 2012

Les policiers du SPVM interceptent Farshad Mohammadi, sans-abri, à la station de métro Bonaventure. L'homme de 36 ans est armé d'un couteau. Il blesse un policier et prend la fuite. Il est pris en chasse par des agents, et il est tué par un projectile qui l'atteint au haut du corps.

27 JANVIER 2012

Un groupe d'étudiants bloque l'entrée des bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal, rue Fullum. Plusieurs tiennent une banderole. Des policiers se placent en rangée devant les jeunes manifestants, et les étudiants montent le ton. Pour une raison toujours inconnue, un policier quitte les rangs et charge un petit groupe avec un bâton. Les images se sont rapidement propagées sur les réseaux sociaux.

16 FÉVRIER 2012

La police répond à un appel de détresse fait dans un appartement du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Jean-François Nadreau s'y trouve. Il est armé d'un long couteau, et il refuse de collaborer avec les autorités. Il se rue sur un policier et, coincés dans un couloir étroit, les agents sur place tirent au moins une fois. L'homme meurt sur le coup.

7 MARS 2012

Dans une manifestation étudiante, Francis Grenier a été atteint par un objet encore indéterminé, qui aurait été lancé par la police. Blessé gravement à l'œil droit, il est devenu malgré lui un symbole pour plusieurs étudiants et cégépiens, opposés à l'encadrement policier dans les manifestations.

NOTRE VIDÉO >



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Écoutez les mises en garde du SPVM aux participants à la manifestation d'aujourd'hui et revoyez certains des événements les plus marquants de la scène policière de la dernière année dans le reportage d'Isabelle Audet sur www.lapresse.ca/COBP

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2012 neufs suivants : Sonic (1J069/USA), Cruze (1J069/USA), Equinox (1J069/USA), Orlando (1J069/USA), Cruze (1J069/USA), Equinox (1J069/USA), Orlando (1J069/USA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Financement à l'achat de 0% offert sur approbation de crédit des Services de financement TD pendant 72 mois pour Sonic et Cruze 2012 et pendant 60 mois pour Orlando 2012 ainsi que 0% offert sur approbation de crédit d'Ally Credit pendant 72 mois pour Equinox 2012. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial. Exemple : basé sur un financement de 15 640 \$ à un taux annuel de 0%, le paiement mensuel est de 217,22 \$ pour 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0 \$, et l'obligation totale est de 15 640 \$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. 2. Prix à l'achat de 15 640 \$ pour Sonic, de 17 150 \$ pour Cruze et de 21 490 \$ pour Orlando. Paiements mensuels basés sur une location de 60 mois, à un taux de location de 2,9 % pour Sonic et Cruze et de 2,5 % pour Orlando. Sur approbation de crédit de la Financial Corporation. Transport (1 495 \$) inclus. Immobilisation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPM, droits et taxes en sus. Limite annuelle de 20 000 km, 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 3. Prix à l'achat de 27 999 \$, Transport (1 495 \$) et taxe de dématérialisation (100 \$), le cas échéant inclus. Immobilisation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPM, droits et taxes en sus. 4. Les cotés Euro NCAP font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules (NCAP) en Europe (euroncap.com). Chevrolet Orlando 2012 équipé d'un moteur à essence de 1,8 L (testé pendant l'année 2011). Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 5. Chevrolet Equinox 14 2012 équipé d'un moteur 4 cylindres de 2,4 L et d'une boîte automatique à 6 vitesses de série. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 6. Chevrolet Equinox 14 2012 équipé d'un moteur 4 cylindres de 2,4 L et d'une boîte automatique à 6 vitesses de série. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 7. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être cosignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, y compris l'admissibilité des clients et les modalités. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMA8 Québec (excluant la région de la Capitale-Nationale) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Caisse GM, de prime pour étudiants et de GM Mobile. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.



FINANCEMENT
À L'ACHAT

0% JUSQU'À 72

MOIS SUR CERTAINS
MODÈLES¹



Modèle LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE

• Téléphonie Bluetooth^{MD} de série



Modèle LTZ illustré

CRUZE LS 2012

• Cruze ECO : 4,9 L/100 km sur route¹

LOCATION 60 MOIS

179 \$² /mois

1 195 \$
DE COMPTANT
OU ÉCHANGE
ÉQUIVALENT
Comprend le transport.

OU FINANCEMENT À L'ACHAT

0% SUR 72 MOIS¹

LOCATION 60 MOIS

195 \$² /mois

1 195 \$
DE COMPTANT
OU ÉCHANGE
ÉQUIVALENT
Comprend le transport.

OU FINANCEMENT À L'ACHAT

0% SUR 72 MOIS¹



Modèle LTZ illustré

EQUINOX LS 2012

• Consommation d'essence de 6,1 L/100 km sur route¹



Modèle LTZ illustré

ORLANDO LS 2012

• Cote de sécurité 5 étoiles de l'Euro NCAP⁴

PRIX À L'ACHAT

27 999 \$³

Comprend
le transport
et la taxe
de climatisation.

FINANCEMENT À L'ACHAT

0% SUR 72 MOIS¹

LOCATION 60 MOIS

260 \$² /mois

0 \$
DE COMPTANT
Comprend le transport.

OU FINANCEMENT À L'ACHAT

0% SUR 60 MOIS¹



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS
160 000 KM

• GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS
DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
• ASSISTANCE ROUTIÈRE
• TRANSPORT DE COURTOISIE



500 \$ DE PRIME GM
POUR ÉTUDIANTS⁵



CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.

offreschevrolet.ca

Le « momentum »



PATRICK
LAGACÉ
CHRONIQUE

En allant au lit, lundi soir, j’ai appris par Twitter que les vitrines de *La Presse* avaient été fracassées au moment où des étudiants en manifestation passaient devant le journal. Mardi matin, stupeur: c’est mon image et celle de Sophie Cousineau qui en avaient pris pour leur rhume! Dans mon cas, on a raté de peu mes bijoux de famille. Mais on a ciblé mon genou, mon genou blessé. C’est chien, ça... Puis, mardi après-midi, *LaPresse.ca* a diffusé les images captées par nos caméras de surveillance. On y voit un petit con sortir de la manif qui passait devant *La Presse*, sur Saint-Laurent, pour frapper dans les vitrines du journal. Il se passe alors ce truc tout à fait réjouissant: la foule prend le casseur à partie, l’avale littéralement. On voit que le petit con passe un mauvais quart d’heure, on voit que les étudiants ne veulent pas que leur manif soit piratée par des gestes violents. Plus tôt ce lundi-là, le *sit-in* des étudiants s’était déroulé

de façon tout à fait tranquille. Un beau cas de manifestation bien organisée, sans provocation faite aux flics. Qui n’ont eu aucun prétexte pour poivrer ou matraquer des étudiants. Bravo.

parce que t’as l’intention de faire de la casse. C’était formidable de voir des étudiants œuvrant à visière levée leur crier de s’en aller... Je peux me tromper, mais depuis le début de la semaine, *grosso merdo*, on dirait bien que les policiers de Montréal se sont aussi calmé le pompon. Peut-être que c’est l’effet de l’attention médiatique, qui a mis la loupe sur leurs matraques, je ne sais pas trop. Mais devant la manif pacifique de lundi, par exemple, le Service de police de

mouvements de masse, pour se frotter aux flics, pour faire de la casse et jouer aux courageux révolutionnaires d’opérette. C’était le cas au sommet des Amériques de 2001, c’est encore le cas en 2012 pour les manifestations étudiantes. Le SPVM a fait hier une démonstration de ses joujoux de contrôle de foule. Personnellement, j’ai hâte de voir des actions ciblées qui permettraient de démasquer ces types en noir. Ça se fait, non? Je ne veux pas penser que ça fait l’affaire des

manifestation contre la brutalité policière. Une manifestation qui, de façon prophétique, tourne à l’affrontement entre les flics et des casseurs. C’est le Woodstock annuel des croqueurs de flics. Elle survient dans un contexte de grève étudiante. Ça n’a bien sûr rien à voir avec la manifestation étudiante. Être un leader en grève, pas sûr que j’associerais mes troupes à cette *gang*-là. Pourquoi? Parce que le proverbial *momentum* – comme on dit à *L’antichambre* de RDS – est du bord des étudiants. Ils ne montrent pas de signes d’essoufflement. Ils ont montré cette semaine qu’ils peuvent manifester pacifiquement. En plus, le maire de Montréal est *tanné* que sa ville soit utilisée par les manifestants... La pression n’est pas sur les étudiants. Elle est, de plus en plus, sur le gouvernement. Ce n’est pas le moment, en allant vous faire plaisir à manifester contre la brutalité policière (et vous auriez des raisons de le faire), d’être instrumentalisés par les casseurs qui n’aiment rien de plus que de jouer, chaque fin de printemps, au chat et à la souris avec le SPVM.



Quand, dans une manif, t’es déguisé en casseur, c’est peut-être parce que t’as l’intention de faire de la casse. C’était formidable de voir des étudiants œuvrant à visière levée leur crier de s’en aller...

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Autre vidéo réjouissante, toujours sur *LaPresse.ca*, celle d’étudiants qui, mardi, engueulent ces braves manifestants masqués, sombrement vêtus, portant des drapeaux noirs. Quand, dans une manif, t’es déguisé en casseur, c’est peut-être

la Ville de Montréal (SPVM) a agi avec une retenue qui n’était pas la sienne depuis le début des rassemblements étudiants. Mais il est clair que des éléments anarchistes profitent des manifestations étudiantes, comme ils profitent d’autres

flics d’avoir un prétexte pour disperser des manifestants pacifiques...
■■■
Aujourd’hui, c’est le 15 mars. C’est le jour où, traditionnellement, se tient à Montréal une

GRÈVE ÉTUDIANTE Cinq jeunes se disent intimidés par la police

CAROLINE TOUZIN

Les cinq jeunes grévistes arrêtés lundi soir non loin de l’UQAM sont victimes d’intimidation de la part de la police, selon leur avocat, M^e Denis Poitras. Une quarantaine de jeunes qui ont assisté à la comparution en soutien aux accusés, hier au palais de justice de Montréal, vont plus loin. La police se livre à du « profilage politique », dénoncent-ils. Âgés de 24 à 27 ans, Elsa Côté-Lambert, Marianita Hamel, Yan Bilodeau, Nicolas Lépine et Ivan Bricka sont accusés d’entrave au travail des policiers et d’intimidation à l’encontre d’une personne associée au système judiciaire. Les deux jeunes femmes sont aussi inculpées de voies de fait commises à l’endroit d’un policier. Les étudiants se trouvaient dans un local loué par les grévistes de l’UQAM, situé sur le boulevard De Maisonneuve, non loin de l’université, lundi. Il était passé minuit lorsque certains sont sortis pour fumer une cigarette. L’un d’eux avait une bière à la main. « Les policiers surveillaient le local depuis des heures. Ils se sont servis de la bière consommée sur la voie publique comme prétexte d’intervention. Un certain brouhaha s’en est suivi », raconte M^e Poitras, qui croit que ces accusations criminelles sont « nettement exagérées ». Ce n’est toutefois pas l’avis du procureur de la Couronne, M^e Jérôme Gagné. « On n’est pas dans un contexte de manifestation étudiante qui se déroulait en plein jour. On parle d’un événement qui a eu lieu la nuit lors duquel les policiers se sont sentis menacés au point d’utiliser du gaz poivre et des bâtons télescopiques », précise la poursuite. Si deux policiers sont intervenus au départ parce que l’un des jeunes consommait une bière sur la voie publique, la situation a vite dégénéré, dit la poursuite. « Des individus ont encerclé la policière et l’ont bousculée, alors que son confrère était en train d’interpeller un autre individu », résume le procureur. Le juge Denis Lavergne a imposé plusieurs conditions de liberté provisoire aux accusés. Ils doivent retourner en cour le 24 avril.

Lisez la version longue de ce texte sur lapresse.ca/intimidation



ACCUSÉ DE BLANCHIMENT D'ARGENT!

Martin Tremblay, peut-il maintenant blanchir sa réputation ?



ENQUÊTE
CE SOIR 21 H

Radio-Canada.ca/enquete

RÉALISATION-COORDINATION : CLAUDINE BLAIS

ACTUALITÉS

Des professeurs pénalisés par la grève



Les élèves et étudiants ont accru leurs moyens de pressions pour protester contre la hausse des droits de scolarité, hier. Vers 15 h, une centaine de cégépiens a bloqué l'autoroute 40 en direction est. Les manifestants ont emprunté la voie d'accès près de la rue Saint-Hubert pour grimper sur l'autoroute Métropolitaine. Une demi-heure plus tard, ils ont utilisé la sortie d'Iberville pour redescendre de l'autoroute et ensuite se disperser calmement. Lisez le texte complet sur lapresse.ca/autoroute — Émilie Bilodeau

PASCALE BRETON

Des professeurs qui ont un contrat pour faire un remplacement dans le cadre d'un congé de maladie se retrouvent aujourd'hui sans salaire en raison de la grève étudiante.

Enseignant en éducation physique au collège de Maisonneuve, Sébastien Fortin est l'un d'eux. Il a constaté avec surprise sur son dernier talon de paie que son salaire avait été amputé de moitié.

« Je suis comme une victime indirecte de la grève », lance-t-il.

M. Fortin a un contrat d'enseignement pour le semestre d'hiver représentant une demi-tâche. Depuis le début du mois de février, il remplace aussi une collègue en congé de maladie, ce qui lui permet d'avoir une tâche complète.

Il s'agit d'un contrat périodique d'un mois qui se terminait le 2 mars, mais qui est renouvelable jusqu'au retour de l'enseignante.

L'administration du collège a toutefois mis en veilleuse le renouvellement de ces contrats jusqu'à ce que la grève se termine. Du coup, le salaire est amputé.

« Ça n'avait pas été annoncé que les contrats étaient gelés. Je pensais que ce serait renouvelé automatiquement, surtout qu'on nous a dit qu'on est tenus de continuer nos activités autres », ajoute M. Fortin.

Il fait ainsi référence à la directive ministérielle envoyée aux administrations au début de la grève afin qu'elles rappellent à leurs professeurs qu'ils sont tenus de donner leurs cours et de poursuivre leurs activités.

Tout en disant comprendre les revendications étudiantes, M. Fortin est convaincu que, sans la grève, il enseignerait actuellement puisque sa collègue ne devait pas revenir au travail dans l'immédiat.

Payés à la reprise des cours

Il est normal de ne pas verser de salaire puisqu'il n'y a pas de prestation de services, rétorque la directrice des affaires corporatives et des communications du collège de Maisonneuve, Brigitte Desjardins.

Elle précise que 5 employés, sur les quelque 800 au total, se trouvent dans la situation où leur contrat de remplacement périodique venait à échéance pendant la grève et n'a donc pas été renouvelé.

« On ne renouvelle pas les contrats aussi longtemps que notre session ne repart pas parce que notre calendrier scolaire fait en sorte qu'au bout du compte, il va falloir qu'on se rende quand même à nos 15 semaines de session », explique M^{me} Desjardins.

Au terme de la grève, les journées de cours perdues devront être reprises. Si les enseignants sont toujours en congé de maladie, les congés de remplacement périodique seront renouvelés.

Entre-temps, le syndicat doit discuter de cette question demain avec la direction, au cours d'une réunion du comité des relations de travail.

EN BREF

Logements insalubres dans Rosemont

Les 17 inspecteurs de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie qui ont visité, hier, un bâtiment commercial converti sans autorisation en immeuble résidentiel ont constaté « d'importants problèmes d'insalubrité », a appris *La Presse* de source sûre. Tout le sous-sol pourrait être condamné en raison des moisissures détectées, hier matin, au 5455, rue D'Iberville. Les premiers résultats de l'inspection sont accablants. « Il y a d'importants problèmes d'insalubrité », a indiqué une source proche du dossier. Pour les deux étages supérieurs, les inspecteurs auraient établi une « longue liste de manquements pour la sécurité incendie ». Le propriétaire, Sam Fattal, devra faire d'importants travaux pour rendre son bâtiment conforme. L'arrondissement permet seulement un usage commercial de ce bâtiment et non résidentiel. Or, les inspecteurs ont pu établir hier qu'une cinquantaine de locataires y vivent de façon permanente.

— Pierre-André Normandin

LES NOUVELLES COLLECTIONS PRINTEMPS ET ÉTÉ SONT ARRIVÉES !

ON PAIE LES TAXES*

SUR TOUS LES ARTICLES EN MAGASIN,
MÊME SUR CEUX DÉJÀ À PRIX RÉDUIT!
(EXCLUANT CANADA GOOSE, SONARS, ARMES À FEU ET MUNITIONS)

JUSQU'AU 18 MARS

BELCÉIL - BROSSARD - LAVAL - OSHAWA - OTTAWA - QUÉBEC - VAUGHAN

* SAIL accorde un rabais qui équivaut aux deux taxes (TPS et TVQ) sur la marchandise seulement. Non applicable aux cartes-cadeaux, aux sonars, aux permis, aux armes à feu, aux munitions et aux articles Canada Goose. Détails en magasin. En vigueur jusqu'au 18 mars 2012.

SAIL

LA PLUS GRANDE DESTINATION PLEIN AIR

ACCUSATIONS D'INCESTE

Trois ans de prison pour avoir fait trois enfants à sa fille

CAROLINE TOUZIN

Qualifié de «gourou» par le juge, un homme de 71 ans qui a fait trois enfants à sa propre fille passera les trois prochaines années derrière les barreaux. L'accusé n'éprouve ni remords ni regrets, tandis que sa victime et leurs enfants porteront à tout jamais le «poids social de la transgression de ce tabou», a retenu le juge Louis A. Legault. Le magistrat lui a imposé une peine de trois ans de prison, hier, au palais de justice de Montréal. «Une peine dissuasive s'impose», a insisté le magistrat, suivant ainsi la recommandation de la poursuite. La défense suggérerait plutôt un sursis de peine assorti d'une probation.

L'homme, dont le nom est frappé d'un interdit de publication, a reconnu sa culpabilité à deux accusations d'inceste. Malgré tout, il se considère encore aujourd'hui comme une victime «d'une femme malicieuse, de mauvaise vie; d'une mauvaise mère», d'après la criminologue chargée de l'évaluer. «Animée par une impulsion irrésistible de connaître cet homme», a relaté le juge Legault, la victime s'est mise

à la recherche de son père biologique en 1984, alors qu'elle avait 23 ans. Sa mère adoptive lui avait fortement déconseillé de faire cette démarche. La jeune femme a réussi à retrouver son père en ayant accès à son dossier d'adoption. Il avait 43 ans.

des études de médecine en Europe, il a été condamné au Québec pour pratique illégale de la médecine. Il avait promis à un patient de le guérir lors d'une séance de transfert d'énergie avec les mains. C'est d'ailleurs lors d'une séance de massage thérapeu-

Les enfants, aujourd'hui majeurs, ont coupé les ponts avec leur mère, mais sont toujours en contact avec leur père qui est aussi leur grand-père.

«État de grand stress»
«Manifestement en état de grand stress et de déséquilibre», la victime a consenti aux relations suivantes «pour acheter la paix», a résumé le magistrat. Leur relation a duré 13 ans. Chaque fois qu'elle est tombée enceinte, la victime a voulu de faire avorter, mais son père l'en a empêchée. «C'est une femme écrasée par le secret [...], un secret qui tue socialement, qui handicape», retient le juge. La victime n'a pas dénoncé son père avant 2003. Elle avait alors perdu la garde de ses enfants au profit de son agresseur.
Incarcéré en isolement
Les enfants, aujourd'hui majeurs, ont coupé les ponts avec leur mère, mais sont toujours en contact avec leur père qui est aussi leur grand-père. L'accusé s'est d'ailleurs vanté de ses grandes capacités parentales. L'avocate de l'accusé, M^e Katia Leontieff, a demandé que des mesures spéciales de protection soient mises en place pour son client en prison. Le juge Legault y a consenti. «Je ne voudrais pas que justice se fasse ailleurs qu'ici», a conclu le magistrat.

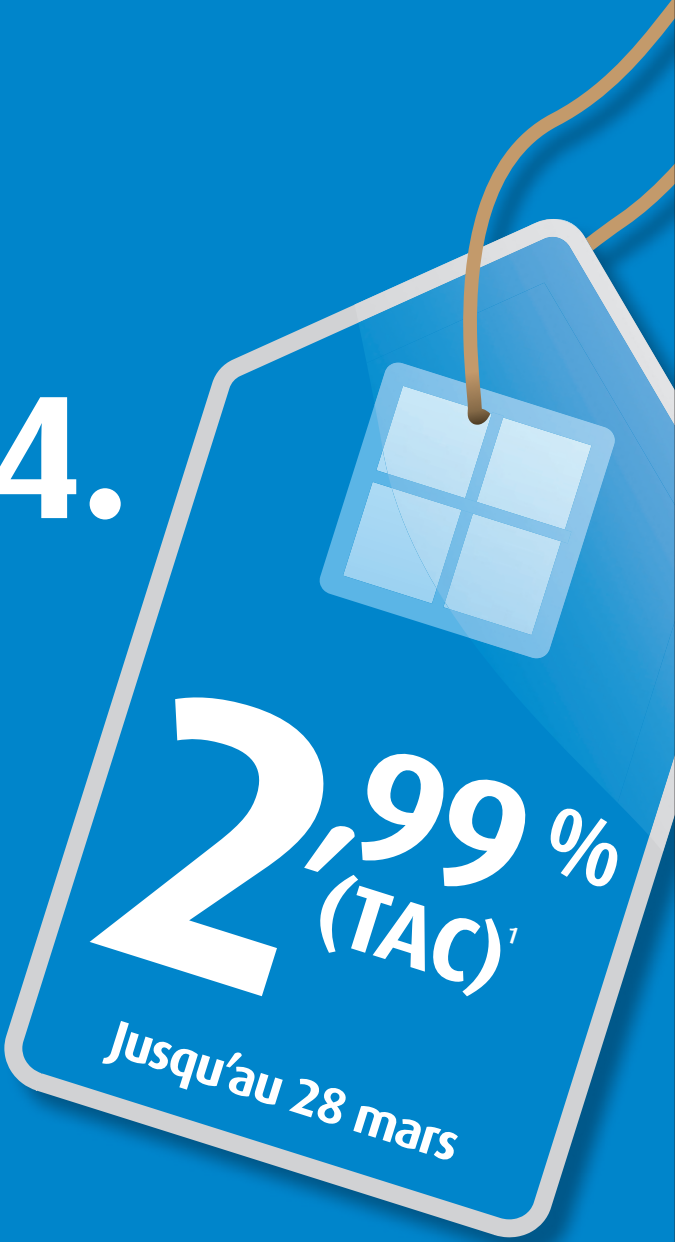
Obtenez un
petit taux fixe
sur 5 ans, pas 4.

Avec l'offre de BMO, économisez des milliers de dollars en intérêts et remboursez votre hypothèque encore plus vite.

- Taux protégé pendant 5 ans
- Amortissement allant jusqu'à 25 ans
- Offert à tous les nouveaux clients et aux clients actuels²
- Options souples de remboursement anticipé
- Renouvellement anticipé, refinancement ou transfert du taux à une nouvelle propriété³

L'hypothèque à petit taux fixe de 5 ans de BMO vous aide à économiser dès aujourd'hui et pour les 5 prochaines années. Ça, c'est un emprunt futé.

Passez en succursale dès aujourd'hui ou laissez un de nos spécialistes mobiles des prêts hypothécaires venir à vous. Consultez bmo.com/HypothèqueAPetitTaux



BMO  Banque de Montréal
Ça a du sens. Profitez.^{4D}

¹ Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) pour le prêt hypothécaire fermé de 5 ans à petit taux fixe est de 2,99%. Le TAC est fondé sur l'hypothèse qu'il n'y a aucuns frais applicables. Si nous demandons une évaluation de la propriété, les frais s'y rattachant auront pour effet d'augmenter le TAC. Les fonds doivent être avancés dans les 90 jours suivant la date de votre demande de prêt. L'offre peut être modifiée, retirée ou prolongée en tout temps sans préavis. Des conditions peuvent s'appliquer. Cette offre spéciale ne s'applique pas à la MargExpress sur valeur domiciliaire^{4D}. ² Les critères d'octroi de crédit habituels de la Banque de Montréal s'appliquent. ³ Des frais de remboursement anticipé peuvent s'appliquer au renouvellement anticipé du prêt ou au refinancement de la propriété. ^{4D} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal.

ACTUALITÉS

Un printemps chaud en vue

Des rapports d'enquête déposés sous peu risquent de secouer les mondes municipal et politique

FABRICE DE PIERREBOURG

Après des mois de torpeur, le printemps risque d'être agité dans les mondes municipal et politique. En plus du début des audiences publiques de la commission Charbonneau, plusieurs importants dossiers de vérification contractuelle et éthique vont aboutir très prochainement, a appris *La Presse*, sans compter les développements dans les enquêtes policières. Y aura-t-il télécopages, faute de coordination?

« Ce qu'il nous faut, c'est des résultats [...]. Ils se font attendre, et ceux qui paient pour ça le plus, ce sont les élus qui sont en cause. » C'est ainsi que le député de la Coalition avenir Québec (CAQ) Daniel Rathé a interpellé le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, en avril dernier lors de l'étude des crédits du Ministère.

Laval, Terrebonne, Mascouche, Montréal... Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) confirme qu'il va rendre publics en rafale, au cours des prochaines semaines, ses rapports sur le processus d'attribution des contrats dans ces quatre villes qui retiennent l'attention des médias. Des villes qui gèrent des « budgets de plusieurs centaines de millions de dollars », a justifié le ministre Lessard en réplique à Daniel Rathé. Il a cité l'exemple de Laval qui a accordé « plus de 1300 contrats de plus de 25 000\$ au cours des deux dernières années ».



Le ministère des Affaires municipales confirme qu'il va rendre publics en rafale, au cours des prochaines semaines, ses rapports sur le processus d'attribution des contrats à Laval, Terrebonne, Mascouche et Montréal.

À Montréal

Pour Montréal, la vérification ne porte que sur les contrats des firmes de sécurité, à la suite des scandales de BCIA et de Sécur-Action.

On attend aussi les rapports sur Montréal-Est, Dunham, Shannon et Saint-Colomban.

La portée de ces vérifications et leurs conséquences sont toutefois limitées en raison du mandat confié aux vérificateurs du Ministère en vertu

de la loi 76. Leur rôle n'est pas de découvrir si un maire a financé sa caisse avec des contrats gonflés ou si un cartel d'entrepreneurs se répartit les soumissions. Mais les 10 rapports rendus publics jusqu'à présent (Saint-Jérôme, Saint-Constant, etc.) n'étaient pas très incisifs, y compris dans le choix des mots employés. Les villes et organismes concernés aussi faisaient partie des ligues mineures.

La pression est plus forte du côté de la police et de la justice.

Au mois de février, le bureau du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), qui se trouve au bout du processus, a confié à *La Presse* que cinq dossiers de l'escouade Marteau, intégrée depuis un an à l'Unité permanente anticorruption (UPAC), étaient « à l'étude ». Un autre serait sur le point d'être ajouté. Des personnages plutôt connus, entre autres à Montréal et dans sa banlieue, sont dans la ligne de mire. On n'exclut plus que des développements surviennent bientôt.

Pour chaque dossier, le DPCP a le choix: le fermer, demander un complément d'enquête aux policiers ou déposer des accusations. Si le DPCP donne son accord, le processus qui mène à l'opération policière entraîne un autre délai.

Prudent, le porte-parole du DPCP, M^e René Verret, s'est contenté de dire hier qu'il ne faut pas s'attendre à du « concret au cours des prochains jours » dans ces « dossiers de longue haleine ». Or plusieurs traînent, ce qui a

provoqué de l'impatience chez les policiers. À mots couverts, certains ont déjà reproché aux procureurs de la Couronne d'exiger des « coupables clés en main » pour leur « mâcher » le travail en cour.

Plusieurs enquêtes

Il faut préciser aussi qu'une même ville, comme Montréal ou Laval, où les policiers sont toujours à l'œuvre, peut être concernée par plus d'une enquête. Dépôt de rapports du Ministère d'un côté, arrestations-perquisitions par la Sûreté du Québec (SQ) de l'autre, il y a risque de télécopage en cas de manque de coordination au sein de l'UPAC. Même si les mandats des affaires municipales et de la SQ ne sont pas les mêmes, le premier agissant en vertu des lois municipales, donc aucunement de nature criminelle, personne ne veut réitérer le cafouillage récent de Saint-Constant où le maire a vu arriver chez lui des enquêteurs de l'UPAC moins de 24 heures après qu'il eut été blanchi par les Affaires municipales.

« C'est l'enquête qui mène l'agenda », explique Anne-Frédéric Laurence, de l'UPAC. Les policiers perquisitionnent lorsqu'ils sont prêts et le MAMROT a aussi ses impératifs. »

La commission Charbonneau

Enfin, mai marquera le vrai lancement de la commission Charbonneau avec le discours de la commissaire. « Les premières audiences publiques auront lieu avant l'été comme prévu », assure Richard Bourdon, porte-parole.

Pour des « raisons de sécurité », peut-être pour éviter la pose de micros clandestins, pas question de confirmer à l'heure actuelle l'emplacement de la salle d'audience.

Près de 200 personnes se sont déjà manifestées pour révéler des choses, « certaines très pertinentes », nous dit-on.

Pour joindre notre journaliste: fdpierrebourg@lapresse.ca

LIQUIDATION DE FAILLITE

DU JAMAIS VU!!

1^{er} tapis
80%
de rabais
2^e gratuit
(valeur égale
ou moindre du premier)

**3 JOURS
SEULEMENT**

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
(Ce n'est pas un encaen.)

Rabais de 80%
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés).

Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

16, 17 et 18 mars

Heures d'ouverture: vendredi 16 mars : 11 h à 19 h
samedi 17 mars : 11 h à 18 h
dimanche 18 mars : 11 h à 17 h

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

ENCAN PUBLIC
www.empireauctions.com

19,50 cts
Diamants

2,58 cts
VS-1, F

Saphir
5,07 cts

Rubis
6,80 cts

1,76 ct
Diamants

Vente aux enchères:
Dim. 18 mars, dès 13 h
Lundi 19 mars, dès 19 h
Mardi 20 mars, dès 19 h
Mercr. 21 mars, dès 19 h

Exposition:
Les sam. et dim. 17 et 18
mars, de 10 h à 17 h

Superbes meubles

5500, rue Paré, Mtl **514 737-6586**



ÉPARGNEZ JUSQU'À

50%

sur tous les habillages
de fenêtre sur mesure



DRAPERIES FAITES SUR MESURE
TOUS LES STORES ET PARURES DE FENÊTRES

Hunter Douglas

 *Offre-prime*

Installation
gratuite*

*1 par client ou maison. Le coupon doit être présenté au moment de la commande. Ne peut être combiné avec une autre promotion. Valide jusqu'au 25 mars 2012.

Téléphonez-nous dès aujourd'hui ou visitez
decorationadomicile.linenchest.com
Sans obligations!

QUÉBEC 418.658.5218 CHICOUTIMI 418.549.7685



LINEN CHEST

*Ne s'applique pas sur les achats antérieurs et ne peut être combiné à aucune autre promotion. Voir les détails en magasin. Cette offre est valide jusqu'au 25 mars 2012. Certaines conditions s'appliquent. Consultation gratuite dans un rayon de 30 km.

ACTUALITÉS

Enquête du coroner sur la mort de Julie Surprenant

« Le combat ne sera jamais terminé »



Michel Surprenant et la coroner Catherine Rudel-Tessier lors de la première journée de l'enquête publique sur la mort de Julie Surprenant, mardi, à Laval.

CHRISTIANE DESJARDINS

Michel Surprenant est sorti ébranlé de l'enquête publique sur la mort de sa fille Julie. L'homme, qui se bat depuis 12 ans pour savoir ce qui est arrivé, a maintenant deux certitudes: les obstacles se dressent les uns après les autres quand on cherche la vérité, et il ne sera jamais sûr à 100 % que Richard Bouillon est le meurtrier de sa fille.

« Ça ne sera jamais une certitude à 100 %, mais je dirais qu'à 95 %, aujourd'hui, c'est lui », a dit M. Surprenant, en sortant de la salle d'audience.

Julie Surprenant, 16 ans, a été vue la dernière fois le soir du 16 novembre 1999, au moment où elle descendait d'un bus pour regagner le domicile de son père, à Terrebonne. Bien que son corps n'ait jamais été retrouvé, elle est considérée comme morte. Le principal suspect depuis le début, Richard Bouillon, agresseur sexuel à la longue feuille de route, habitait le même immeuble qu'elle. Évidemment, M. Surprenant l'ignorait. « Si je l'avais su, j'aurais cassé le bail », a-t-il lancé hier, au cours de son témoignage devant la coroner Catherine Rudel-Tessier.

Dans le néant

S'il y a eu une enquête du coroner, au cours des deux derniers jours, c'est que Bouillon, après avoir nié pendant des années qu'il était le meurtrier de Julie Surprenant, a admis sa responsabilité sur son lit de mort, en juin 2006. Mais ces aveux faits à deux employées de l'hôpital sont restés dans le néant, car celles-ci n'ont pas alerté la police. Ce n'est qu'en janvier 2011 qu'une d'entre elles a décidé de se manifester. Non pas à la police, mais à Claude Poirier, parce que Bouillon, en faisant ses aveux cinq ans plus tôt, avait dit vouloir parler à M. Poirier.

Michel Surprenant a évidemment été mis au courant, et il était anxieux d'en savoir plus, mais une infirmière-chef de l'hôpital a invoqué le « secret professionnel » pour protéger les confidences du meurtrier avoué.

« Ça ne sera jamais une certitude à 100 %, mais je dirais qu'à 95 %, aujourd'hui, c'est lui [Richard Bouillon]. »

— Michel Surprenant

M. Surprenant n'en revient toujours pas. D'autant plus qu'en 2006, après avoir été avisé que Bouillon se mourait à l'hôpital, il a voulu se rendre à son chevet dans l'espoir d'obtenir des aveux. M. Surprenant a reçu un non catégorique du responsable du dossier à la Sûreté du Québec (SQ), Roberto Bergeron.

« En étant sur le lit de mort, en fin de parcours, les contraintes juridiques qui vont encadrer la prise de renseignements, pour moi, ça ne comptait plus. Et je me disais que Bouillon, dans l'état où il était, je suis certain qu'il m'aurait parlé. Et on m'a refusé ça. Ça m'a extrêmement contrarié », a expliqué M. Surprenant, hier.

Passé criminel

Michel Surprenant a connu d'autres obstacles. En 2000, il a tenté de prendre connaissance du passé criminel de Richard Bouillon dans le pluri-mitif. Mais il n'a pas réussi, car il ne connaissait pas sa date de naissance (la SQ avait refusé de la lui donner), l'utilisation du pluri-mitif était compliquée et le préposé au palais de justice n'avait pas le temps de l'aider.

« Je vois que notre système n'est vraiment pas axé sur les victimes. Il y a énormément de travail à faire, c'est un combat qui ne sera jamais terminé. Tout citoyen qui est témoin d'un crime a l'obligation de le dénoncer, alors que les ordres professionnels, c'est des embûches, des embûches... Ça n'a pas de sens », a conclu M. Surprenant.



RBC Banque Royale

Bouger, ça rapporte ! Allégez le taux de votre marge de crédit hypothécaire de 0,5 %.



Passez à RBC et perdez 0,5 % en un instant, et économisez.

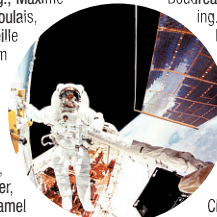
Nous assumerons même vos frais de transfert*. Passez à la marge de crédit Marge Proprio RBC® à 3,5 % (taux préférentiel + 0,5 %). Vous pourriez économiser jusqu'à 5 000 \$ en intérêts¹. Offrez-vous un taux santé dès aujourd'hui.

Communiquez avec un conseiller en prêts hypothécaires RBC Banque Royale® dès aujourd'hui. 1 866 864-0420

Une banque de conseils pour vous guider.™

* Nous paierons les frais d'assurance titres de base, les frais d'ouverture de dossier et une seule fois les frais de quittance (jusqu'à concurrence de 300 \$). L'offre exclut les frais sur remboursement anticipé que vous devrez peut-être payer. Le décaissement doit être d'au moins 50 000 \$. ¹ Les économies sont fondées sur une marge de crédit garantie de 100 000 \$, les intérêts étant payés sur 10 ans, en comparant un taux d'intérêt annuel de 3,5 % à un taux de 4,0 %. Le taux d'intérêt fluctuera en fonction du taux préférentiel et est sujet à changement en tout temps sans préavis. Le taux entre en vigueur le 10 février 2012. Ce produit est offert par la Banque Royale du Canada sous réserve de ses critères de crédit standard. ®™ Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada.

Yasmina Abdelhal, ing., Mayada Abdelhal, ing., Roger Abdo, ing., Saley Abdo, ing., Rony Abi-Nahed, ing., Khalil Abou-Arrage, ing., Renaud Abraha, ing., Marco Antonio Accurso, ing., Jean-Louis Adoutan, ing., Pierre Affif, ing., Ahcène Ahbab, ing., Yony Kevin Ah-Kioon, ing., Amokrane Ahmed Tayeb, ing., Mohad Aider, ing., Sylvain Ainsley, ing., Youness Ait Toudghi, ing., Abdellah Aiji, ing., Sarina Akl-Chehid, ing., Fawzia Akoul, ing., Baker Al Chekhef, ing., Hammad Al Hussein, ing., Rawaa Al Rishan, ing., Amir Al-Azem, ing., Philippe Alox, ing., Eric Allard, ing., Mathieu Allard, ing., Sébastien Allard, ing., Nicholas Allen, ing., Hazem Al-Saedi, ing., Guillermo Alexander Alvarado Gonzalez, ing., Victor Nemésio Alvarado Pineda, ing., Rosa Yris Alvarez Acosta, ing., Augusto Angelo Alves Pereira, ing., Smali Amalou, ing., Eric Edoh Amegandjini, ing., Giovanni Da Costa Amorim, ing., Francis Armette, ing., Guillaume Angers, ing., Yanné Aquin, ing., Marie-Anne Aquin, ing., Jean-François Arbour, ing., René Arcand, ing., Julie Archambault, ing., Guillaume Archambault-Ducharme, ing., Luc Archer, ing., Frédéric Arcouet, ing., German Aristizabal Alzate, ing., David Arsenault, ing., Rosaire-Gil Arsenault, ing., Maxime Asselin, ing., Michel Ange Assily Alegré, ing., Alexandre Aubin, ing., Laurent Aubray, ing., Martin-Xavier Aubut, ing., Geneviève Aubut-McCarthy, ing., Dominique Audclair, ing., Pascal Audclair, ing., Jean-Sébastien Audet, ing., Rémi Audette, ing., Gabriel Aumont, ing., Thierry Avril, ing., Shérif Azab, ing., Carl Azar, ing., Elias Aziz, ing., Amar Bachraou, ing., Olivier Florent Balima, ing., David Balleux, ing., Sébastien Barbeau, ing., Colin Barbeau, ing., Simon Barbeau, ing., Philippe Barbeau-Verreault, ing., Carl Barbeau, ing., Emmanuel Baril, ing., Pierre-Luc Baril, ing., Robert Barnabé-Tremblay, ing., Lionel Baronnelt, ing., Noredine Barqogi, ing., Odile Barrette, ing., Patrice Barriault, ing., David Barrier, ing., Nicolas Basile, ing., Hugo Bastien, ing., Antony Battikha, ing., Martin Beakes, ing., Constance Beaubien, ing., Philippe Beauchamp, ing., Claude Jr Beauchemin, ing., François Beaudet, ing., Vincent Beaudin, ing., Samuel Beaudoin, ing., Philippe Beaudoin, ing., Benoît Beaudry, ing., Alexandre Beaulieu, ing., Jean-François Beaulieu, ing., Patrice Beaulieu, ing., François Beaulieu, ing., Claude Beaulieu, ing., Sébastien Beaulieu-Bergeron, ing., Louis Beaulieu-Charbonneau, ing., Jean-Philippe Beaulieu-Savard, ing., Patrick Beaumont, ing., Mathieu Beaurup, ing., Nicolas Beaurup, ing., Frédéric Emmanuel Beaurup, ing., Martin Beauregard, ing., Pascal Beauregard-Pontinha, ing., François Beauvrière, ing., Steve Beausoleil, ing., Sébastien Bédard, ing., Jérôme Bédard, ing., Félix Bédard, ing., René Bégin, ing., Rachid Begueneau, ing., Laurene Bejjani, ing., Pascal Béliveau-Pelletier, ing., Wided Ben Tagherouti, ing., Bensoussan, ing., Alain ing., Alexandre Bernard, ing., Berthiaume, ing., Yann Monica-Alexandra Bianchi, ing., Frédéric Blais, ing., Guy Blouin, ing., Jean-François Dominique Boisvert, ing., Bombard, ing., Nicolas Bourneau, Bouchard, ing., Joël Bouchard, ing., Catherine Bouchard, ing., Martin Bouchard Valentine, ing., Guillaume Boucher, ing., Frédéric Boucher, ing., Vincent Boucher, ing., Jonathan Boucher, ing., Mathieu Boucher-Trudeau, ing., Régis Bouchet, ing., Chafai Bourdreaux, ing., Marie-Claude Boudreau, ing., Jérôme Boudreau-Leclerc, ing., Pierre-Luc Boudreau, ing., Hakim Boukhouf, ing., Steve Boulais, ing., Aymen Bouroui, ing., Dominique Bourdages, ing., Eric Bourdeau, ing., Maxim Bourdeau, ing., Carl Bourdeau-Brien, ing., Pascal Bourdon, ing., Mireille Bourgoijn, ing., Gabriel Branchaud Rubenovitch, ing., Joëlle Brassard, ing., Francis Brasseur, ing., Jean-Simon Brault, ing., Andrée Brazeau, ing., Jimmy Brennan, Briant, ing., Marc Briant, ing., Jonathan Brisebois, ing., Philippe Brisebois, ing., Ruddy Brisson, ing., Marc-Antoine Brisson-Cadrin, ing., Michel Brochu, ing., Timothé Bronkhorst, ing., Valérie Anne Brouillard, ing., Patrice Brouillette, ing., Schranky Brunache, ing., Jean-François Brunelle, ing., Sylvain Brunet, ing., Marc Bugay, ing., Damien Burlet-Vienney, ing., Etienne Bussières, ing., Marie-Michèle Bussières-Dicaire, ing., José Marcel Bustamante Bedoya, ing., Adriana Maria Peter Caine, Eng., Victor-Dorel Calatoru, ing., Felipe Caldera, ing., Luis Calzado Yauri, ing., Guillaume Camiré, ing., Sébastien Camiré, ing., David Canac, ing., Jean-François Caouette, ing., François Caouette, ing., Olivier Capistran, ing., Sophie-Lyse Capkun, ing., Julie Cardin, ing., Patrick Cardinal, ing., Andrew Carner, ing., Jean-Sébastien Caron, ing., Patrick Caron, ing., Caroline Caron, ing., Louis-Philippe Caron, ing., Pascal Caron, ing., Vincent Carpentier, ing., Pierre-Luc Carrier, Carrington, ing., Paul Casanova, ing., Paul Casaubon, ing., Salvatore Castellano, Eng., Erick Castro, ing., Benoît Caza, ing., Zuni Nair Celestino Morales, ing., Djamel Mariehane Chagnon, ing., El Mostafa Chahi, ing., Samir Chakraoui, ing., Walid Challaoui, ing., Carl Chamberland, ing., Roudolphe Chanoün, ing., Patrick Champagne, ing., Michéline Chan, ing., Walter Chan, Eng., Eric Chan Tave, ing., Jennifer Chandler, ing., Yu-Chieh Chang, ing., Jamal Chaouki, ing., Yves Chapdelaine, ing., Jean-Philippe Charest, ing., Elisabeth Charest, ing., Nicolas Charest, ing., Emmanuel Charrois, ing., Patrick Chartier, Eng., Jonathan Chartrand, ing., Valérie Charrand, ing., Gérard Chazalmartin, ing., Simon Emmanuel Chedjou, ing., Elyes Chelbi, ing., Zaïxin Chen, ing., Jean-François Chénard, ing., Mona Cherkouki, ing., Pierre-André Chiasson, ing., Saro Artar Chichmanian, Eng., Simon Chicoine, ing., Émile Chidiac, ing., Dominic Choquette, ing., Benoît Chrétien, ing., Julien Ciesla, ing., Louis Cimon, ing., Emanuel Ciochi, ing., Cristina Ciuburcu, ing., Maxime Claprod, ing., Roger Claveau, ing., Jean-Philippe Clavette, ing., Etienne Clément, ing., Nicolas Cloutier, ing., Stéphane Cloutier, ing., Sylvain Cloutier, ing., Vincent Cloutier, ing., Francis Cloutier, ing., Philippe Cloutier-St-Pierre, ing., Lianne Cockerton, ing., David Cohen Solal, ing., Ion Cocoj, ing., Gloria Colaneri, ing., Josée Colbert, ing., Radu-Vasile Comarzan, ing., Sylvain Comeault, ing., Benoît-Éric Comtois, ing., Liette Connolly-Boutin, ing., Sylvain Constant, ing., Nicolas Constantin, ing., Nicolas H Constantin, ing., Alexandre Alexandre Cook, ing., Pedja Corliuka, ing., Juan Carlos Cortés Landazabal, ing., Géraldine Cosset, ing., Catalin Viorel Costei, ing., Sébastien Côté, ing., Louis-Martin Côté, ing., Pascal Côté, ing., Louis Côté, ing., Thomas Côté, ing., Guillaume Côté, ing., Jean-Simon Côté, ing., Michaël Côté, ing., Jean-François Côté, ing., Jonathan-Alexandre Côté, ing., Chantal Côté, ing., Jean-François Côté, ing., Jean-François Côté, ing., Réjean Côté-Charpentier, ing., Sonia Elizabeth Cotera Pretell, ing., Gaël Côtter, ing., Martin Colombe, ing., Josianne Colombe, ing., Martin Alexandre Courchesne, ing., Mathieu Courchesne, ing., Mathieu Coursolle, ing., Myriam Cousineau-Pelletier, ing., Charles Coutu, ing., Eric Couture, ing., Patrick Philippe Crépeault, ing., Jean-Pierre Crête, ing., Hubert Crête-Piché, ing., François Cusson, ing., Jocelyn Cusson, ing., Pierre-Luc Cyr, ing., Charles-Étienne Cyr, ing., Dahdah, ing., Adel Omar Dahmane, ing., Jean-François Dahmé, ing., Alain ing., Jean-François Daigle, ing., Natalie Daly, Eng., Jean-Christophe Damé, ing., Roberto D'Angelo, Eng., Maria Danilenko, ing., Valéry Dantica, ing., Jazil Eng., Alexandre D'Astous, ing., Matthieu Daudon, ing., Jason Daunais, ing., Champlain, ing., Julien De Grandpré, ing., Julien De La Bruère-Terreault, ing., Paoli, ing., Carl de Repentigny, ing., Nicky De Robertis, Eng., Martin Debois, ing., Delisle, ing., Maxime Delisle, ing., Anne-Sophie Delisle, ing., Alexandre Delorme, Demers, ing., Isabelle Demers, ing., Patrick Denis, ing., Ian Denman, ing., Désaliers, ing., David Desautels, ing., Eric Desbiens, ing., Maxime Desbiens, ing., Jean-Sébastien Descoëaux, ing., Jacques Desfossés, ing., Annie Desjêles, Desjardins-David, ing., Dominique Desmarais, ing., Simon Desmarais, ing., Gagnon, ing., Guillaume Desrochers, ing., Jean-Benoît Desrochers, ing., Jonathan Desy, ing., Etienne Devost, ing., Mireno De Pagon, Eng., Tidiane ing., Daniel Dimitrov, ing., Sophie Dion, ing., Gaëtan Dionne, ing., Karine Dionne, Frédéric Dompiere, ing., Guillaume Dontigny, ing., Sébastien Doré, ing., Jean-Karine Doucet, ing., Christian Doucette, ing., Jonathan Douville, ing., Camella Frédéric Drolet, ing., Guillaume Drolet, ing., Jérôme Drolet, ing., Marie-Pier Eric Drouin, ing., David D'Souza, ing., Patrice Dubé, ing., Frédéric Dubé, ing., Dubois, ing., Eric Dubois, ing., Eric Dubreuil, ing., Sandra Ducassee, ing., Simon Duclos, ing., Guy Dufour, ing., Jean-Sébastien Dufour, ing., Dominique Dufour, Dufresne, ing., Geneviève Dufresne, ing., Guillaume Duhamel, ing., Aurelian-Paul Nicolas Dupont, ing., Eric Dupont, ing., Richard Dupuis, ing., Diego Fernando Durand, ing., Marilyne Durand, ing., François Dussault, ing., Julien Dutel, ing., ing., Mazen El Houeiri, ing., Bassam El Hussein, ing., Amar El Tarazi, ing., Ian Ugo Ellyson, ing., Dania El-Yafi, ing., Mathieu Emard, ing., Daniela Embra Baciu, Alexe Ene, ing., Emilie Eraud, ing., John Erian, Eng., Christophe Esnault, ing., Kambiz Esteki, ing., Mireille Estephani, ing., Benoît Ethier, ing., Martin Ethier, ing., Fafard, ing., Dariush Faghani, ing., Ahmed Fakih, ing., Louis-Simon Falardeau, Stéphane Fanna, ing., Liliana Farag, ing., Pascal Faubert, ing., Lucie Faucher, Valérie Favreau, ing., Salou Faye, ing., Farida Feddag, ing., Jean-Thomas Melany Ferreira, ing., Nathan Feumessing Feugne, ing., Simon Filiatrault, ing., Fillion-Pratte, ing., Nicolas Firlotte, ing., Carl Fiset, ing., Marie-Eve Flammang, ing., Fofana, ing., Evguenie Foiering, ing., Nicolas Fontaine, ing., Jean-François Julie Fortier, ing., Marc-André Fortier, ing., Marc Fortier, ing., Thomas-Charles Fortin, ing., Jean-Michel Fortin, ing., Pier-Hugues Fortin, ing., Nicolas Fortin, ing., Foster-Dufour, ing., Maxime Foucault, ing., Marie-Claude Fournier, ing., Louis- ing., Christian Franck Sanchez, ing., David Funk, ing., Constantin Furtuna, ing., Jean-François Gagné, ing., Vincent Gagné, ing., Pierre-Luc Gagné, ing., Frédéric Gagné, ing., Mathieu Gagné, ing., Mathieu Gagné, ing., Moïse Gagné, ing., Benoît Gagné, ing., Nicolas Gagné, ing., Jean-Philippe Gagnon, ing., Valérie Gagnon, ing., Marc Gagnon, ing., Marie-Line Gagnon, ing., Francis Gagnon, ing., Dominic Gagnon, ing., Olivier Gagnon, ing., Maxime Gagnon, ing., Israël Gagnon, ing., Anne-Marie Gagnon, ing., Ghyslain Gagnon, ing., Sara Gagnon, ing., Pascal Gagnon, ing., Mathieu Galameau, ing., Eloy Junior Galdones, Eng., Karyn Gallant, Eng., Tomislav Galovic, Eng., Eric Gamache, ing., Nathalie Garneau, ing., Mickaël Gardoni, ing., Nicolas Gareau, ing., Julie Gariépy, ing., Jean-Sébastien Gariépy, ing., Jonathan Gariépy, ing., Nicolas Gariépy-Ladouceur, ing., Olivier Garneau, ing., Patrick Garneau, ing., Jean-Philippe Garon, ing., Ganes Gartshore, Eng., Nouredine Gasmli, ing., Gidia Gategabondo Kariyargwa, ing., Magalie Gaudet, ing., Charles Gaudette, ing., Jean Philippe Gaudreault, ing., Mélanie Gaudreault, ing., Guy Gauthier, ing., Martin Gauthier, ing., David Gauthier, ing., Alexandre Gauthier, ing., Yves Gauthier, ing., Alain Gauthier, ing., Jean-Philippe Gauthier, ing., Alexis Gauthier-Ross, ing., Frédéric Gauvin, ing., Bertrand Gauvreau, ing., Nicolas Gélinas, ing., Kevin Gélinas, ing., Michel Gélinau, ing., Marie-Claude Ge, ing., Mathieu Gendron, ing., Isabelle Gendron, ing., Caroline Gendron, ing., Nicolas Gendron, ing., Mathieu Gendron, ing., Melissa Georges, ing., Yan Germain, ing., Simon Germain, ing., Sébastien Germain, ing., Anouk Germain-Paquette, ing., Gervais, ing., Andrew Ghattas, ing., Maysaa Ghazal, ing., Abdelouah Gherbi, ing., Alexandru Mihai Gherghel, ing., Aicha Ghezal, ing., Dionysios Giannacopoulos, ing., Antoine Giar, ing., Sylvain Giasson, ing., Marysse Benjamin Giguère, ing., Sylvain Giguère, ing., Steven Gilling, ing., Maxime Gill, ing., David Gingras, ing., David Gingras, ing., Laurent Gingras, ing., Jean-Giovane, ing., Juan Carlos Giraldo Ospina, François Girard, ing., Guy-Alexandre Girard, ing., Simon Girard, ing., Fabien Girard, ing., Patrick Girard, ing., Didier Girard, ing., Jonathan Girard-Doyon, ing., Alexandra Girard-Simard, ing., Laurent Girard, ing., François Giraudo, ing., Yvan Giraudon, ing., Hugo Giroux, ing., Alexis Giroux, ing., Ahmed Godat, ing., Ahmed Godat, Eng., Francois Godbout, ing., Kouka Bertin Gode, ing., Yves Godin, ing., Daniel Godin, ing., Rubens Gomes de Araujo Junior, ing., Camilo Eduardo Gomez Escobar, ing., Jose Manuel Gonzalez, ing., Andrey Jose Gonzalez Foliaco, ing., Manuel Ignacio Gonzalez-Gaete, ing., Ali Asghar Gouri, ing., Benoît ing., Razmig Goudian, ing., Roxane Goulart De Medeiros, ing., Sylvain Goulet, ing., Jean Goulet, ing., Mathieu Goulet, ing., Jonathan Goupil, ing., Abdelhak Gorgji, ing., Simon Eduardo Grego Do Vale, ing., Sébastien Grégoire, ing., Maxime Grégoire, ing., Marc-Olivier Grégoire, ing., Danny Grenier, ing., Yan Grenier, ing., Jean-Philippe Grenier, ing., Pascal Grenier, ing., Eric Grenon, ing., Groudin, ing., Julie Groudin-Lauzon, ing., Nick Anthony Guarna, Eng., Jean-Christophe Guay, ing., Jean-Sébastien Guay, ing., Alexandre Guay, ing., Helène Guédéhousou, ing., Chouaib Gueulami, ing., Dominique Stéfane Guevremont, ing., Anne-Laurence Guillaunt, ing., François Guillemette, ing., David Guimont, ing., Vincent Guimont Hébert, ing., Yann Guimard-Chaput, ing., Ismail Guner, ing., Marco Gurnier, ing., Diego Habhouba, ing., Jean-François Habimana, ing., Lina Hage-Chahine, ing., Sami Hakim, ing., Liam Hale, ing., Tariq Hallab, ing., Fatme Hamade, ing., Catalin Hamciuc, ing., Mathieu Hamel, ing., Pierre-Alexandre Hamel, ing., Jean-François Hamelin, ing., Philippe Hamelin, ing., Jonathan Hamel-Nunes, ing., John Hartley, Eng., Luminita-Angela Hartner, ing., Stéphane Harvey, ing., Karl Harvey, ing., Nicolas Harvey, ing., Frédéric Harvey, ing., Sonia Hausseiman, ing., Jean-Olivier Hay, ing., Marc R Head, Eng., Vincent Hébert, ing., Jean-François Hébert, ing., Jean-Philippe Hébert, ing., Benjamin Hénault, ing., Yannick Hénaute, ing., Marysse Henri, ing., John Henry, ing., Nicolas Héroux, ing., Issam Beauchesne, ing., Stephen Hinton, Eng., Antoine Hofer, ing., Anthony Hogan, ing., François Hopkins, ing., Lee-Anne Hosen, Eng., Michel Houle, ing., Sylvain Houle, ing., Alberto Rolando Hoyle Hudeureau, ing., Marc Hubert, Eng., Eric Hudier, Eng., Joyce Hum, Eng., Franklin Hurtado, ing., Tanya Huszar, ing., Nhu Khoa Huynh, ing., Ngoc Huynh-Minh, ing., Florin Iancu, ing., Hany Ibrahim Inglis, ing., Régis J Durocher, ing., Morgan جان, ing., Etienne Jacob-Morin, ing., Alexandre Jacques, ing., André Jacques, ing., Paul-Francis Jacques, ing., Mladen Jankovic, ing., Dragan Bolduc, ing., Paul-Guillaume Jarsallion, ing., Mahdi Javid, ing., Nicolas Jean, ing., Charles-Eric Jean, ing., Julien Jean-Charand, ing., Marjorie Jean-Louis, Eng., Edward Jianu Jimenez Real, Eng., Isabelle Joachim, ing., Jean-François Jobin-Lépine, ing., Bertrand Jodoin, ing., Laurent Jodoin, ing., Pierre Wickir Joint, ing., Marie-Lou Joncas, ing., Alice Joncas, ing., Tamim Kabbara, ing., Georges Kaddour, ing., Aymen Kaddour, ing., Yves Kadem, ing., Mebrouk Kadi, ing., Hakim Kadri, ing., Adib Kadri, ing., Harout Kaloghlian, ing., Rachid Kamal, ing., Wouleye Kamwena, ing., Jimmy Karam, ing., Geneviève Kardos, ing., Elie Karmouche, ing., Christian Kavulu Muanza, ing., Bachir Kedjar, ing., Jean-Pierre Kenné, ing., Youcef Kerboua, ing., Salem Keriaky, ing., Abdelmoumen Khaled, ing., Mounir Khaled, ing., Mohamed-Redha Khezzer, ing., Joseph Khoury, ing., John Kidikian, Eng., Démagna Kofi, ing., Asnéd Kojakian, ing., Christian Komgom Letenemeni Konate, ing., Philippe Konidaris, ing., Adam Korzekwa, ing., Chawki Kostantin, ing., Koffi Albert Kouame, ing., Fouad Koudsi, Eng., Waldemar Kowalewski, ing., Adam Kudlik, ing., Marcin ing., Olivier La Haye-Langlois, ing., Frédéric Labadie, ing., Jacques Labbé, ing., Mathieu Labbé, ing., David Labbé, ing., Pierre Laberge, ing., Pierre Labrecque, ing., Jérôme Labrecque, ing., Martin Labonté, ing., Jo-Anne Labonté, ing., Charles Olivier Labonté, ing., Roch Labossière, ing., Simon Labrèche, ing., François Labrecque, ing., David Labrecque, ing., Sylvain Labrecque, ing., Martin Labrecque-Samson, ing., Patrick Labrie, ing., Guillaume Labrie, ing., Maxime Labrie, ing., David Lacasse, ing., Guillaume Lacasse, ing., Philippe Lachance, ing., Michaël Lachance, ing., Maxym Lachance, ing., Dominic Lachance, ing., Maxime Lachapelle, ing., Sylvie Lachapelle, ing., Jonathan Lachapelle, ing., Pascal Lacharité, ing., Julien Lacheré, ing., Richard Lacroix, ing., Frédéric Lacroix, ing., Rémi Lacroix, ing., Christian Lafla, ing., Jean-Michel Lafleur, ing., Claudine Lafleur, ing., Guylaine Lafleur, ing., Nathalie Laforte, ing., Micaël Lafrenière, ing., David Lagacé, ing., Junior Lagrandeur, ing., Philippe Lagrange, ing., Véronique Lagüe, ing., Idress Lahin, ing., Amy Lai, Eng., Dominic Lajeunesse, ing., Cynthia Lalanne, ing., Simon Laliberté-Riverin, ing., Rahim Laljee Samore, ing., Vincent Laforest-Laurie, ing., Jean-François Lalonde, ing., Philippe Lalonde, ing., Marc-André Lalonde, ing., Patrick Lalongé, ing., Tin Pui Lam, ing., Alia Lamaire Chat, ing., Olivier Lamarche, ing., David Lamarre, ing., Myriam Lambert, ing., Jean-Charles Lambert, ing., Fabrice Lambert, ing., Joël Lambert, ing., Marc Lambert, ing., Yann Lamontagne, ing., Guillaume Lamontagne, ing., Martin Lamotte, ing., Etienne Langevin, ing., Bruno Francis Langevin, ing., Sylvain Langlais, ing., Vincent Langlais, ing., Pierre-Lapierre, ing., Valérie Laplante, ing., Julie Lapointe, ing., Philippe Lapointe, ing., Frédéric ing., Alexandre Laprise, ing., Jérémie Largeaud, ing., Emilie Larivière, ing., Charles-Étienne Larouche, ing., Mario Larouche, ing., Philippe Larouche, ing., Pierre-Yves Larouche, ing., Jean-Simon Lavallée, ing., Cindy Lavallée, ing., Hugo Lavallée, ing., Mathieu Lavertu, Guillaume Lavoie, ing., Samuel P Lavoie, ing., Martine Lavoie, ing., Jean-Philippe Le Bel, Lebel, ing., Simon Lebeuf, ing., André LeBlanc, ing., Gabriel Leblanc, Eng., Phil Leblanc, ing., Martin Leclerc, ing., François Leclerc, ing., Vincent Leclerc, ing., Frank Leclerc, ing., Denis Lefebvre, ing., Mathieu Lefebvre, ing., Guillaume Lefebvre, ing., Guillaume Lefebvre, ing., Arnaud Lemaitre, ing., Claude J Lemelin, ing., Simon Lemelin, ing., Michel Lemieux, ing., Jean-Lyssa Lepage, ing., Mario Leprie, ing., Sophie Lerouge, ing., Geneviève Leroux, ing., Lesly ing., Benoît Lessard, ing., Francis Letarte-Lavoie, ing., Jasmin Letendre, ing., Geneviève Letendre, ing., Marysse ing., Nicolas Lévesque, ing., Mathieu Lévesq, ing., Jean-François Lévert, ing., Daniel Lévesque, ing., Daniel Lévesque, ing., Jean-François Lévesque, ing., Alexandre Lévesque, ing., Frédéric Lévesque, ing., Guillaume Lévesque, ing., Daniel Lévesque, ing., Daniel Lévesque, ing., John Lewis, Eng., François Lewis, ing., Ricardo Linhares, Eng., Marco Lisi, ing., Julietta Ljubich, ing., Martine Locas, ing., Maxime Loiselet, ing., Simon Loiselet, ing., Guy-Joël Lominy, ing., Marie-Hélène Longtin, ing., Alexis Longval, ing., Samy Lord, ing., Mona Louis-Jean, ing., Anis Loukil, ing., Mohad Loukil, Eng., Bertrand Lowe Poye, ing., Mordechai Ludmer, ing., Marian Ludwa, ing., Marie-Eve Lussier, ing., Yanieh Luyckx, ing., Chan Fer Ly, ing., Marysse Lyouyannis, ing., Nikolay Lyoubenov, ing., Ian MacBeth, Eng., Francis Macoveicuk, ing., Sébastien Madore, ing., Ghies Magnard, ing., Mohamed Magraoui, ing., Mahamadou Aminou Mahamadou Danda, ing., Fayçal Mahdi, ing., Serge Mahe, ing., Christian Maheux, ing., Ahmed Magdi Mahmoud, ing., Jaouher Mahmoudi, ing., Philippe Mailhot, ing., Simon Maille, ing., Eric Mainville, ing., Mark Makouki, Eng., Sami Maksooud, ing., Anne Malenfant, ing., Louis-Pascal Malo Bastien, ing., David Maltais, ing., Donald Kifunda Manika, ing., Youcef Mankour, ing., Benoît Manseau, ing., Daniel Mansi, ing., David Maranda-Simms, ing., Bruno Marc-Aurèle, ing., Dany Marchand, ing., David Marcotte, ing., Olivier Marcotte, ing., Daniel Marcoux, ing., Catherine Marcoux, ing., Félix Antoine Maréchal, ing., Pavel Marek, ing., John Charles Marengere, ing., Daniel Marinel, ing., Jean Markarian, ing., Hugues Marmont, ing., Francis Marté, ing., Daniel Marquette, ing., Needboof Félix Marté, ing., Osmar Marroto Quesada, ing., Alain Martel, ing., Pierre-Luc Martel, ing., Jean-François Martel, ing., Maxim Martel, ing., Daniel Martin, ing., Eric Martin, ing., Félix-Antoine Martin, ing., Jean-Alex Martin, ing., Frédéric Martin, ing., Jean-Mathieu Martin, ing., Liéte Martineau, ing., Benoit Martineau, ing., Benjamin Martineau, ing., Diana Milena Martinez Ramirez, ing., Anthony Martiniello, ing., Thomas Martinuzzo, ing., Sidney Martz, ing., Vincent Massé, ing., Nikolas Alexandre Masutti, ing., Sébastien Maszkalo, ing., Panagiotis Matheos, ing., Frédéric Maurais, ing., Isabelle Maurice, ing., Kevin Mawn, ing., Puii Mazilu, ing., Olga Mazur, Eng., Assatou Mbaye, ing., Danny Mc Duff, ing., David McCulloch, ing., Marcia McIntosh, Eng., Djalal Mefthai, ing., Philip Melanson, ing., Abdallah Melliti, ing., Jean-Sébastien Meloche, ing., Patrick Ménard, ing., Philippe Ménard, ing., Philippe Ménard, ing., Félix Ménard-Saint-Denis, ing., Julie Menier, ing., Eric Menu, ing., Christian Mercier, ing., David Mercier, ing., Jonathan Mercier, ing., Sina Mesghali, ing., Karim Mesli, ing., Pierre-Luc Messier, ing., Shannon Messier, Eng., Guillaume Méthot, ing., Charles Meunier, ing., Arezki Mezair, ing., Edgar Micaloe, ing., Normand Michaud, ing., Steve Michaud, ing., Etienne Michaud, ing., Renato Miguél, ing., Dan Mihai, ing., Karim Milhouli, ing., Paul Mill, ing., Jonathan Millette, ing., Pierre-Luc Milord, ing., Yan Milot, ing., Marc-André Minier, ing., Gervais Minier, ing., Pierre-Marc Minville, ing., Guillaume Miron-Mayer, ing., Pascal Mitré, ing., Sébastien Mollais, ing., Toé M-Larochelle, ing., Namwar Moazzami, ing., François Modjabi, ing., Sorush Moghareh, ing., Abdelcatt Mokhtari, ing., Gary Mark Monaghan, ing., Pierre-Yves Monarque, ing., Etienne Mondou, ing., Charles Mongeau, ing., Jean-François Mongenais, ing., Pierre Monraisse, ing., Josiane Morel, ing., Dorota Morena, ing., David Moreno Paz, ing., Christine Moresoli, Eng., Siân Morgan, ing., Catherine Morier, ing., Catherine Morier, ing., Benoît Morin, ing., Alexandre Morin, ing., Jean-Pierre Morin, ing., Hugo Morin, ing., David Morin, ing., Philippe Morin, ing., Amélie Morissette, ing., Karina Morissette, ing., Ahmed Mostafa, ing., Marie-Josée Motard, ing., Amir Moukhill, ing., Blaise Mounga Nouné, ing., Mathieu Mur, ing., Albert Müller, ing., Mihnea-George Munteanu, ing., Catalin Constantin Munteanu, ing., Otilia-Micara Munteanu, ing., Philippe Murphy Lavender, ing., Aloysie Mwisenze, ing., Raphaël Nadeau, ing., Maxime Nadeau, ing., Eric Nadeau, Eng., Emilie Nadeau, ing., Julien Nadeau, ing., Louis Nadeau, ing., Nader Naygi, ing., Abdelkader Naïr, ing., Abd Nait Benmouss, ing., Rami Nakhash, ing., Ziad Namani, ing., Philippe Nantais, ing., Steven Nantel, ing., Lata Narayanan, ing., Josianne Narcisse, ing., Pathies Nawej Muteb, ing., Lionel Chris Ndanga, ing., Brossou Ndiaye, ing., Gangara N'daye, ing., Cristian Ioan Neagu, ing., Akl Nechache, ing., Claire Nehke El Hayek, ing., Theresa Neurohr, Eng., Jean-François Neveu, ing., Hoi Dick Ng, Eng., Fatiméto N'Gaidé, ing., Hermine Nicole Ngo Tcha, ing., Gorgui M Saïff Ngou, ing., Trong Vu Nguyen, ing., Marie-France Nguyen, ing., Kim-Quyen Nguyen, ing., Thinh Nguyen, ing., Linh-Chi Nguyen Thi, ing., Eugénia Gabriela Nicolescu, ing., Derek Nikolcaizuk, Eng., Sébastien Nobert, ing., Frédéric Noël, ing., Jean-François Noël, ing., Alexandre Noël, ing., Hubert Noël-Otis, ing., Gangara N'daye, ing., Mathieu Nolin, ing., Eric Alexandre Normand, ing., Isabelle Nowlan, ing., Frédéric Ntawinga, ing., Yannick Nugent, ing., Iannick Nugent, ing., Alexandre O'Hara, ing., Hardesty Odi, Eng., Ionel-Gabriel Olaru, ing., Cheryl Ong-Tone, Eng., Sylvain O'Reilly, ing., Jean-François Ouellet, ing., Skander Ouahla, ing., Mouloud Ouali, ing., Abibata Ouattara, ing., Fadila Ouellet, ing., Marie-Michèle Ouellet, ing., Benoît Ouellet, ing., Alexis Ouellet- ing., Vanessa Pace, Eng., Jordan Pazcos, Eng., Yannick Pageau, ing., René Paquet, ing., Stéphane Paquette, ing., René Paquin, ing., Yves Paradis Parent, ing., Sébastien Parent, ing., Mathieu Paris-Arseneault, ing., Payeur, ing., Carl Pednault, ing., Gilles Christian Pedro, ing., Maïka Perron, ing., Mathieu Pépin, ing., Mikkaël Pépin-Frêchette, ing., Caroline Perron, ing., Jean Pesant, ing., François Pettit, ing., Jean-Michel Christophe Pierre, ing., Peter Pietraszek, Eng., Sylvain Piette, ing., Pireaud, ing., Jean Olivier Pître, ing., Millie Plamondon, ing., Sébastien ing., Patrick Pointduvir, ing., Stéphane Poirier, ing., Christian Poirier, Marie-Josée Potvin, ing., Eric Potvin, ing., Dominic Poudrier, ing., Benoît Ludmila Prismsy, ing., René Provost, ing., Nicolas Proulx, ing., François Proulx, Anthony Proust, ing., Corinne Proux, ing., Daniel Provencher, ing., Maxime Provencher, Sorina Rachtanu, ing., Steve Racine, ing., Branko Radulovic, ing., Eugénia Radvan, ing., Hicham Rahal, ing., Abdelrazek Raiaque, ing., Maxime Rail, ing., Pierre Antoine Rainville, ing., Kathia Rainville, ing., Anthony Rajnath, ing., Viviana Ramirez Herrera, ing., Alexandre Rancourt, ing., Louis-Philippe Rattelle, ing., Alex Rattelle, ing., Claudio Alejandro Rebolledo Marzo, ing., Thomas Reid, ing., Frédéric Renard, ing., Pierre-Charles Renaud, ing., Pascal Renaudin, ing., Vincent Restieri, ing., Mathieu Rhéaume, ing., Rodolphe Richier, ing., David Richard, ing., François Richard, ing., Frédéric Richard, ing., Martin Richard, ing., Samuel Richard, ing., Martin Richard, ing., Philippe Richer, ing., Ghislain Riendeau, ing., Ignacio Riera Fernandez, ing., Louis-Philippe Riopel, ing., Etienne Rivard, ing., Sébastien Maxime Rivard, ing., Frédéric Rivard, ing., François Rivard, ing., Jesus Emilio Rivera, ing., Jean-Maurice Rivest, ing., Maxime Rivest, ing., Justin Rizk, ing., Sandra Robaire, Eng., Eric Roberge, ing., Pascal Roberge, ing., Etienne Robert, ing., Claude Robert, ing., Geneviève Robichaud, ing., Nancy Robicheaud, ing., Mathieu Robillard, ing., Dominique Robin, ing., Jean-Philippe Robin, ing., Martin Robitaille, ing., Simon Rochefort, ing., Mathieu Rochefort, ing., Maxime Rochefort-Laframboise, ing., Pierre-Olivier Rocheleau, ing., Nicolas Rocheleau, ing., Simon Rodier, ing., José Rodrigue, ing., Tommy Rodrigue, ing., Sergio Emilio Rodríguez, ing., Nicusor Marian Roman, ing., Marian Romascanu, ing., Jorge Hernandez Romero Agudelo, ing., Ana Maria Romero Carrillo, ing., Frédéric Rondeau, ing., Patrick Rondou, ing., Christian Ross, ing., Cynthia Ross, ing., Caroline Rossier, Eng., Timothy Rossy, Eng., Philippe Rousseau, ing., Nicolas Rousseau, ing., Martin Rousseau, ing., Eric Rousseau, ing., Martin Roy, ing., Jacky Roy, ing., Alexandre Roy, ing., Bruno Roy, ing., Philippe Roy, ing., Philippe Roy, ing., Jean-François Roy, ing., Nicolas Roy, ing., Catherine Roy-Cardin, ing., Jérôme Royer, ing., Juan Miguel Royero, ing., Dmitry Rozhdostvensky, Eng., Melissa Ruef, ing., Maksim Rushitaj, ing., Xavier Saab, ing., Tarik Saadi, ing., Soheil Saberi, ing., Nicolas Sadoch, ing., Miryam Said Mohamed Mkanzidie, ing., Amine Saidi, ing., Angela Bibiana Salamancá Gutierrez, ing., Ahmad Saleh, ing., Karim Salem, ing., Farakh Nayab Saïk, Eng., Angel Antonio Salinas Basualdo, ing., Carlos San Gregorio, Eng., Sanit Sanankhone, ing., Fabian Enrique Sanchez Guerrero, Eng., Nicolae Sandru, ing., Yohan Santee, ing., Georges Sauval, ing., Stéphane Sarazin, ing., Maryam Linda Sau, ing., Alexandre Saulnier, ing., Guillaume Saulnier, ing., Olivier Saulnier-Boileau, ing., Bruno Sauriol, ing., Jonathan Sauvageau, ing., Annick Sauvé, ing., Julie Savard, ing., Olivier Savignat, ing., Guylain Savio, ing., François Savoie, ing., Ovidiu Schiopu, Eng., Emmanuel Scott, ing., Sylvain Séguin, ing., Jean-François Séguin, ing., Daniel Nikolay Semakini, ing., Abdoul Aziz Sene, ing., Alan Sentchenkoff, ing., David Serouge, ing., Dan Seroussi, ing., Billy Servière, ing., Claudia Sheehy, ing., Mei Qiong Shi, ing., Taha ing., Monica Maria Silva Pertuz, ing., Benjamin Simard, ing., Simon Simard, ing., Etienne Simard-Frenette, ing., Gabriel Simard-Johnson, ing., Daniel Siméon, Sipos, ing., Louis-Marie Sirosi, ing., Yannick Sirosi, ing., William Sirosi, ing., Christine Slevan, Eng., Adil Slimani, ing., Mohamed Smay, ing., Nacer Smallah, ing., Jason Sobey Sooknah, ing., Pierluigi Sorbo-Lombardi, ing., Patrick Soret, ing., Jean-François Soucy, ing., Etienne Soucy, ing., Geneviève Soucy, ing., Jada Souhail, ing., Yassine Souhail, ing., Stéphane St-André, ing., Delka Stefanova, ing., Valentin Stepan, ing., Maxime St-Georges, ing., Kim St-Georges, ing., Didier St-Germain, ing., France St-Hilaire, ing., Frédéric St-Nicolas St-Jean, ing., André St-Louis, ing., Carlos St-Louis, ing., Sarah-Maud St-Onge, ing., David Stoycheff, ing., Charles-Auguste St-Pierre, ing., Patrice St-Pierre, ing., Alain St-Sauveur, ing., Denis St-Yves, ing., Predrag Sunjka, ing., Siddharth Suresh, Eng., Jean-Michel Suprenant, ing., Andrews Swidan, ing., Robert Swinton, Eng., Hamedine Sylvestre, ing., Frédéric Szostak, ing., Pascale Talbot, ing., Wilson Tahoun, ing., Jean-Yves Tallon, ing., Nina Tajallipour, ing., Stephen Takacs, Eng., Nancy Talatinian, ing., Tapia Benavides, ing., Jaclyn Tardif, ing., Emmanuelle Tardif, ing., Jean Michel Taschereau, ing., Bachir Mohamed Tatar, ing., Geneviève Taurand, ing., Mohamed Tavanayantar, ing., Lourdes Tavares, ing., Ralph-Stéphane Tchoukack Ngounou, ing., Mireille Tchebrani, ing., Hervé Tell, ing., Marie-Eve Tellier, ing., François Tellmat, ing., Zine-Édine Telmat, ing., Andrew Templeton, ing., Ziad Tenni, ing., Philippe Terrier, ing., Daniela Tereza, ing., Jayson Tessier, ing., Marie-France Tessier, ing., Vincent Tessier, ing., Rémi Têtrault, ing., Anh Hung Tham, ing., Julia Than, ing., Catherine Thèbès-Turmel, ing., Adam Theriault, ing., Philippe Thériault, ing., Joëlle Thériault, ing., Jasmijn Thériault, ing., Simon Thérien, ing., Félix Thérien, ing., Amath Thiam, ing., Jérôme Thibault, ing., Eric Thibodeau, ing., Jean-François Thibodeau, ing., Yannick Thiffault, ing., Joëp Tiano, Eng., John Kevin Tin Kwan Yuen, ing., Roupen Tonikyan, ing., Elsie Torresan, ing., Lotfi Toublat, ing., Assia Touil, ing., André Touna, ing., Alexandre Toupin, ing., Sahadou Tour, ing., Raymond Trousseau, ing., Jean-Luc Trahan, ing., Thi Tuyet Loan Tran, ing., Quang Minh Tran, ing., Jade Tremblay, ing., Olivier Tremblay, ing., Christine Tremblay, ing., Guillaume Tremblay, ing., Nicolas Tremblay, ing., Stéphane Tremblay, ing., Robert Turcotte, Eng., Raphaëlle Turcotte, ing., Etienne Turcotte, ing., Michel Turcotte, ing., Marie-Chrétine Turcotte, ing., Pascal Turcotte Labrecque, ing., Elsie Turcotte, ing., Stéphane Turmel, ing., André Turmel, ing., Guy Turner, ing., Dancan Turski, Eng., Justin Twizyimana, ing., Steven Unsworth, ing., Denis Vachon, ing., Jordan Vachon, ing., Aurelian Vachon, ing., Benjamin Vachon, ing., Marie Emma Vallancourt, ing., Fabian Alonso Valencia Cabezas, ing., Mathieu Valiquette, ing., Julie Vallée, ing., Yannick Vallée, ing., Jean-François Vallée, ing., Richard Van Der Sichelien Rogier, ing., David Van Themsche, ing., Jean Marcel Vangie, ing., Ramiro Alberto Vargas Mendez, ing., Neoudai Vascioli, ing., Caroline Verville, ing., Jean Verville, ing., Jean Verville, ing., Ralph Vicière, ing., Josiane Vigneault, ing., Thierry Vigneux, ing., Basile Vilandré, ing., Carlos Ricardo Villate Gonzalez, ing., Rémi Villeneuve, ing., Maxime Villeneuve, ing., Robin Villeneuve, ing., Van Cret, ing., Steven Wiland-Vienne, ing., Xavier Willem, ing., Devin Wilson, ing., Nicolas Wilson, ing., Cheek Kay Wong, ing., Yannie Hui Wan, Eng., Andy Benjamin Walczak, ing., Joe Wazen, ing., Jacques Wazni, ing., Adam Edward Weber, Eng., Bruno Wellringer, ing., Tom Verret, ing., Simon Verre, ing., Eric Visser, ing., Eric Voisine, ing., Erick Voyer, ing., Thang Dinh Vuong, ing., Mathieu Wadham-Gagnon, ing., Carlos Waczen, ing., Jean Waczen, ing., Jacques Wazni, ing., Adam Edward Weber, Eng., Bruno Wellringer, ing., Tom Verret, ing., Simon Verre, ing., Eric Visser, ing., Eric Voisine, ing., Erick Voyer, ing., Thang Dinh Vuong, ing., Mathieu Wadham-Gagnon, ing., Andy Woo, ing., Hui Xu, ing., Hamid Yacouti, ing., Mourad Yahia, ing., Farid Yahi, ing., Mathieu Yargeau, ing., Sue Fun Jade Yee, ing., Shu-Fu Yeh, ing., Amokrane Yermèche, ing., Roger Younan, ing., Abdelrahman Youssef Eshag Lescan, ing., Biao Yu, ing., Daniel Zaccari, ing., Shandy Zaccaria, Eng., Martin Zahorukyo, Eng., Alexandre Zambon, ing., Patricia Zamora, Eng., Juan Percy Zapata Igreja, ing., Mohammad Mahdi Zarzabi, ing., Mohamed Slim Zarrouk, ing., Nicolas Zegarra Martinez, ing., Hanyue Zhao, Eng.



MARS, MOIS NATIONAL DU GÉNIE

TOUTES NOS FÉLICITATIONS
AUX 1 979 NOUVEAUX INGÉNIEURS !

Compétence • Responsabilité
Sens de l'éthique • Engagement social

NOS VALEURS
AU SERVICE DES
QUÉBÉCOIS

WWW.OIQ.QC.CA

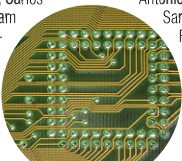
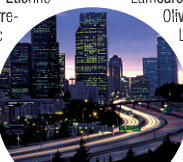
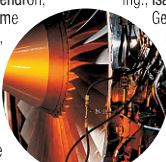


L'Ordre des ingénieurs du Québec remercie les partenaires
de la Soirée signature ingénieur(e) 2012.



ASSURANCES HABITATION ET AUTO

FONDS DE PLACEMENT



DAPHNÉ CAMERON

Lors de ce débat, libéraux et néo-démocrates ont

La ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq, pense qu'un système volontaire, adopté de concert avec l'industrie, serait plus efficace. « Un système obligatoire d'avertissement des pénuries n'aurait pas changé le fait qu'une seule entreprise fournit 90 % des médicaments injectables au pays et n'aurait pas permis de nous

Depuis deux semaines, le gouvernement fédéral critique aussi Sandoz. Lors du débat d'urgence lundi soir, la ministre de la Santé a révélé qu'elle a reçu une lettre de Sandoz Canada dans

Lisez la correspondance entre la ministre Aglukkaq et Sandoz sur lapresse.ca/sandoz et lapresse.ca/aglukkaq

Afin de pallier la pénurie de médicaments injectables qui touche l'ensemble des hôpitaux canadiens, Santé Canada travaille à accélérer son processus d'homologation pour permettre l'importation de médicaments de remplacement fabriqués à l'étranger. Hier, l'agence fédérale a confirmé que Sandoz avait identifié 15 fournisseurs potentiels de remplacement et que leurs dossiers étaient à l'étude. Ce processus de *fast-track* devrait prendre environ trois semaines pour une démarche qui dure généralement six mois environ, a indiqué Steve Outhouse, attaché de presse de la ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq. On ne sait pas quels médicaments sont visés.

[illegible]



RBC Banque Royale

Comment obtenir un faible taux hypothécaire sans renoncer à une foule d’avantages ?

Passez à RBC Banque Royale® et obtenez une hypothèque à taux fixe de 2,99 % et de nombreux autres avantages.

Contrairement aux prêts hypothécaires de certaines banques, l’hypothèque à taux fixe de 2,99 % de RBC® vous offre une grande souplesse. Nous assumerons même vos frais de transfert*.

Qu’est-ce qui est important pour vous ?	Hypothèque de 4 ans à taux fixe de 2,99 % offerte par RBC	Hypothèque de 5 ans à taux fixe de 2,99 % offerte par d’autres banques avec moins d’avantages
Période d’amortissement allant jusqu’à 30 ans	✓	✗
Report de versement offert	✓	✗
Possibilité de rembourser l’hypothèque avant l’échéance sans devoir vendre votre maison	✓	✗
Garantie de taux allant jusqu’à 120 jours	✓	✗
Possibilité de combiner avec une marge de crédit sur valeur nette	✓	✗



Communiquez avec un conseiller en prêts hypothécaires RBC Banque Royale® dès aujourd’hui. 1 866 864-0420

Une banque de conseils pour vous guider.^{MC}

Ce taux réduit spécial inférieur à notre taux affiché est offert uniquement pour les nouvelles demandes de prêt hypothécaire dont les fonds seront déboursés dans les 120 jours suivant la date de la demande. Cette offre ne peut être jumelée à d'autres offres ou réductions de taux. D'autres conditions s'appliquent. Cette offre peut être retirée ou modifiée en tout temps sans préavis. Toutes les hypothèques résidentielles sont offertes par la Banque Royale du Canada sous réserve de ses critères de crédit pour les hypothèques résidentielles. Pour un taux de 4 ans à 2,99 %, le TAC s'établit à **3,03 %**. Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) est établi selon un prêt hypothécaire de 200 000 \$ et des frais de traitement de prêt hypothécaire de 250 \$. Ces frais peuvent varier en fonction du type de propriété et de son emplacement. *Nous paierons les frais d'assurance titres de base (en sus des autres frais susceptibles de s'appliquer selon votre province ou la valeur de votre hypothèque) ainsi que les frais d'évaluation de la propriété. Nous réglerons également une seule fois les frais de quittance et de transfert (jusqu'à concurrence de 300 \$). L'offre ne comprend pas les frais sur remboursement anticipé que vous pourriez avoir à payer. Le décaissement doit être d'au moins 50 000 \$. ©/™ Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada.

MONTRÉAL PLUS

Feu vert aux vélos à contresens?

Une commission recommande de plus de bannir les scooters des pistes cyclables



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE
Comme l'ont fait « plusieurs villes européennes et américaines », précise la Commission sur le transport et les travaux publics dans son rapport, on suggère de permettre aux vélos de circuler sur certaines voies réservées aux autobus et aux taxis.

KARIM BENESSAIEH

Trop lourds et rapides, les scooters devraient être bannis des pistes cyclables de Montréal. Les cyclistes, eux, devraient pouvoir rouler à contresens dans certaines rues locales et accéder à des voies actuellement réservées aux autobus et aux taxis.

Au total, ce sont 15 recommandations unanimes pour un partage sécuritaire du réseau cyclable, dont certaines plutôt audacieuses, que la Commission sur le transport et les travaux publics a rendues publiques hier soir. Elles devront être approuvées par le comité exécutif, puis par le conseil municipal dans les prochaines semaines.

« Avec le résultat de nos travaux, je suis convaincu qu'on va pouvoir faire un bout de chemin, estime Luis Miranda, président de la Commission. On est vraiment arrivés à un consensus pour mieux cohabiter, pour que tout le monde ait sa place sur le réseau. »

Après trois séances de consultation l'automne dernier, qui ont permis une cinquantaine d'interventions et le dépôt de 26 mémoires, la commission a suggéré plusieurs solutions à la saturation du réseau cyclable. Les 535 km de pistes ont connu une hausse de fréquentation de 40 % entre 2008 et 2010, selon une étude de l'Université

McGill. Une enquête de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) a révélé que le nombre de déplacements quotidiens en vélo était de 75 600 en 2008.

Au plus fort de sa popularité, une piste comme celle à l'angle des rues de Brébeuf et Rachel peut accueillir 10 000 cyclistes en une journée.

Exit les scooters

La commission a établi d'entrée de jeu que seulement trois groupes, en plus des vélos, devraient avoir accès aux pistes: les patins à roues alignées, les aides à la mobilité motorisée comme les fauteuils roulants électriques et les bicyclettes à assistance électrique.

Les scooters, dont le poids peut atteindre 105 kg et qui peuvent rouler jusqu'à 45 km/h, sont jugés incompatibles avec les autres usagers. Quant aux joggeurs, aux marcheurs ou aux adeptes de la planche à roulettes, ils sont « trop lents » pour accéder en toute sécurité au réseau, explique-t-on à la Commission.

Pour appliquer la réglementation, on demande à Transports Canada de modifier ses critères pour que le scooter ne soit plus assimilé à un vélo électrique.

Conscient que le fait de rouler à contresens dans les rues locales est une habitude bien ancrée chez plusieurs cyclistes, la Commission y va d'une recommandation osée: en légaliser la pratique. « Il s'agit de baliser une pratique existante, pour la sécurité de tous, explique Alex Norris, membre de la commission et élu de Projet Montréal. Tout le monde le fait, les contraventions sont quasiment inexistantes. »

Afin de préserver la quiétude des piétons, on demande que les pistes cyclables de transit contournent dorénavant les parcs – Laurier et La Fontaine étant particulièrement visés.

Comme l'ont fait « plusieurs villes européennes et américaines », précise la Commission dans son rapport, on suggère de permettre aux vélos de circuler sur certaines voies réservées aux autobus et aux taxis. Des projets pilotes devront d'abord être lancés par la Société de transport de Montréal.

Plusieurs recommandations touchent par ailleurs la nécessité de campagnes de prévention, de collecte d'informations sur la pratique du cyclisme et les accidents et de la mise sur pied d'un comité permanent à la Ville sur ces sujets. On propose également de créer en ville des « zones de rencontre », où cyclistes, piétons et automobilistes peuvent « cohabiter de manière harmonieuse ».

DÈS
DEMAIN!

FRAISEUSE À LAMES.
CORDEAU. MÉGOHMMÈTRE.
MÉPOURQUOI?

**RE/MAX**
PRÉSENTE

N°1 DEPUIS
PLUS DE 30 ANS

**SALON NATIONAL DE
L'HABITATION**

EN COLLABORATION AVEC


Trouvez des conseils et des idées
DU 16 AU 25 MARS PLACE BONAVENTURE



LA MAISON
LE MARQUIS CONCEPT
Mobiliers: Meubles Re-No Aménagement: Aménagement, Denis et fils

100%
CONDO

100%
JURIDIQUE

100%
PROJET

100%
SERVICE

POUR TOUT SAVOIR SUR LA COPROPRIÉTÉ
Plus de 40 conférences | 17, 18, 24 et 25 mars

**Vitrine
Coups de cœur
du Salon** présentée par
 et 
Nouveautés et innovations pratiques
en aménagement extérieur, construction,
rénovation, décoration et ameublement.

**ESPACE
CLINIQUE**
CONSULTATIONS
DESIGN & RÉNO

En collaboration avec

Apportez vos plans!
Service de consultation
express sur place.

DE PLUS, NE MANQUEZ PAS:
J'HABITE MON JARDIN PERMACON | TENDANCES EN ÉLECTROS ET MOBILIER | THÉÂTRE RE/MAX
CONCOURS VITRE-ART | LA VITRINE DES NOUVEAUTÉS INTERNATIONALES | ESSAI ROUTIER TOYOTA
HOMMAGE À JEAN-CLAUDE POITRAS | TENDANCES OUTDOORING | LE PAVILLON DE L'HABITATION NEUVE

 Tous les détails à
salonnationalhabitation.com



JEAN AIROLDI
DESIGNER, PORTE-PAROLE
En conférence les 17 et 25 mars
au Théâtre **RE/MAX**

ACHETEZ EN LIGNE ET
ÉCONOMISEZ **3\$**
Une gracieuseté de 

Tous les détails à **salonnationalhabitation.com**

Partenaires médias



Partenaires












BIXI promet d'être rentable en 2012

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Pour la première fois depuis son lancement en 2009, le système de vélo en libre-service de Montréal devrait s'autofinancer cette année. Cette nouvelle survient au moment où la Ville de Chicago a décidé d'opter pour BIXI, un contrat de 15 millions.

La Ville de Montréal a adopté hier le budget 2012 pour la Société de vélo en libre-service (SVLS), dont le BIXI doit être remis en fonction le 15 avril. Les chiffres seront rendus publics seulement demain, mais, déjà, ses dirigeants assurent que, pour la première fois, les revenus tirés des abonnements, commandites et publicités couvriront les dépenses.

Le maire Gerald Tremblay a par ailleurs annoncé que BIXI a déjà remboursé 3 des 37 millions prêtés l'an dernier. La SVLS verse 220 000 \$ par mois à Montréal, ce qui devrait lui permettre d'acquitter sa dette envers la métropole d'ici 13 ans.

L'année 2012 s'annonce très profitable à l'étranger pour BIXI. Troisième ville parmi les plus peuplées des États-Unis, Chicago a annoncé hier qu'elle avait choisi le vélo québécois pour son système de vélo en libre-service, un contrat de 15 millions. La SVLS devra fournir 3000 vélos en 2012 et 1000 autres l'an prochain à la ville des Vents.

SE TERMINE
BIENTÔT



FAITES EN VOTRE FORD EN COMMENÇANT PAR UN BON FINANCEMENT.

TAUX DE FINANCEMENT ANNUEL AUSSI BAS QUE

0% JUSQU'À **72[†]** MOIS **OU** JUSQU'À **48^{*}** MOIS **+ 500 \$^{*}**

À L'ACHAT À LA LOCATION

Pour la plupart des Ford Focus et Fiesta 2012 neuves

APPLICABLES
AUX OPTIONS
QUE VOUS VOULEZ
à l'achat ou à la location



FOCUS SE BERLINE 2012

- Obturateurs actifs de calandre
- Clé programmable MyKey®
- Roues de 16 po
- Commande automatique des phares
- Système de remplissage de carburant sans bouchon EasyFuel®
- Freins antiblocage
- Commandes auxiliaires de chaîne audio montées sur le volant

LOUEZ POUR SEULEMENT

199 \$^{*} PAR MOIS **0%** JUSQU'À **48** MOIS

ACOMPTE DE 2 250 \$.
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUS.

INCLUANT 925 \$ EN RAJUSTEMENTS DE PRIX.



CONTRÔLE ÉLECTRONIQUE DE STABILITÉ DE SÉRIE



COMPATIBILITÉ MP3/CLÉS USB DE SÉRIE



BOÎTE AUTOMATIQUE 6 VITESSES POWERSHIFT™ AUSSI DISPONIBLE



5,2 L / 100 km SUR ROUTE
7,3 L / 100 km EN VILLE[‡]



FIESTA SE 2012

- Dispositif de contrôle électronique de stabilité AdvanceTrac®
- Système de surveillance de la pression des pneus
- Entrée sans clé à télécommande
- Direction assistée à commande électronique
- Aide au démarrage en côte
- Moteur TI-VCT à 4 cylindres de 1,6 L

LOUEZ POUR SEULEMENT

179 \$^{*} PAR MOIS **0%** JUSQU'À **48** MOIS

ACOMPTE DE 1 495 \$.
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUS.

INCLUANT 780 \$ EN RAJUSTEMENTS DE PRIX.



CONTRÔLE ÉLECTRONIQUE DE STABILITÉ DE SÉRIE



COMPATIBILITÉ MP3/CLÉS USB DE SÉRIE



BOÎTE AUTOMATIQUE 6 VITESSES POWERSHIFT™ AUSSI DISPONIBLE



5,1 L / 100 km SUR ROUTE
6,9 L / 100 km EN VILLE[‡]

LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL

CHANTEURS RECHERCHÉS !

INSCRIPTIONS DES MAINTENANT: FRANCOFOLIES.COM

GRAND PRIX DE **5000 \$**

L'ÉTOILE MONTANTE FORD

COURRIZ LA CHANCE DE CHANTER AUX FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL

Partenaire automobile officiel des Canadiens



FAITES DE VOTRE FORD, VOTRE FORD
DURANT L'ÉVÉNEMENT FORD ÉQUIPÉS SUR MESURE.
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD DÈS AUJOURD'HUI.

quebecford.ca

De série sur la plupart des véhicules Ford avec abonnement de 6 mois prépayé

LES ACHETEURS ANGES USSENT LES PETITS CARACTÈRES. Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Cédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au RPPRM (pour les véhicules financés ou loués), la taxe écologique sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ. Tous les prix et rabais sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDS). Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour le financement à l'achat des véhicules neufs suivants : Fiesta 2012 (excluant la version S) et la Focus 2012 (excluant la version S) pour un terme maximal de 72 mois. Par exemple pour un financement à l'achat de 20 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 0 %, pendant 72 mois, la mensualité exigible est de 277,77 \$ le coût d'emprunt est de 0 \$ ou le taux d'intérêt annuel est de 0 %, pour une somme totale payable de 20 000 \$. Aucun acompte n'est requis sur l'offre de financement à l'achat de la Fiesta SE 2012 et la Focus SE 2012 au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme allant jusqu'à 48 mois et un acompte de 2 250 \$/1 495 \$ pour une mensualité exigible de 199 \$/179 \$ incluant 250 \$ en argent comptant du concessionnaire. L'obligation locale totale est de 11 846 \$/10 087 \$ et la valeur de rachat optionnelle est de 7 828 \$/6 688 \$. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout rajustement de prix. Certaines conditions et une limite de 16 000 km par année pour une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,12 \$ par kilomètre s'applique au-delà de la limite permise, en plus des taxes exigibles. *Cotes de consommation de carburant estimatives pour la Focus SE 2012 4 portes et la Fiesta SE 2012 4 portes. Les cotes de consommation de carburant sont basées sur des méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. *Offre en vigueur du 1^{er} février au 15 avril 2012. Observez jusqu'à 500 \$/Fiesta. Focus d'accessoires sur mesure Ford sélectionnés, d'options installées en usine, ou d'argent comptant applicables à l'achat ou à la location d'un véhicule Ford neuf 2012 admissible pendant la période du programme. Une (1) seule offre s'applique au véhicule admissible. Le véhicule admissible doit être livré ou commandé à l'usine avant le 15 avril 2012. Cette offre ne peut être remboursée. Cette offre ne peut être appliquée à l'achat ou à la location de chacun des véhicules admissibles. © 2012 SINUS Canada Inc. Le logo SINUS est une marque de commerce de SinusXm Radio Inc. Utilisées en vertu d'une licence.

POLITIQUE

Tensions linguistiques en haut lieu

Une campagne pour le français indispose la ministre St-Pierre

EXCLUSIF
DENIS LESSARD

QUÉBEC — La campagne récente de l’Office québécois de la langue française (OQLF) sur la francisation des raisons sociales a fait grincer des dents au gouvernement Charest. En dépit des prétentions de l’organisme, rien ne force les sociétés à ajouter un « descriptif en français » à leur raison sociale si elle est en anglais.

Avec sa publicité, l’Office a manifestement jeté de l’huile sur le feu. Le nombre des plaintes sur l’affichage a grimpé de façon considérable au cours de la dernière année, a relevé récemment la présidente de l’Office, Louise Marchand. Des sources fiables à Québec parlent désormais d’une tension évidente entre la ministre responsable de l’application de la Charte de la langue, Christine St-Pierre, et M^{me} Marchand, haute fonctionnaire bien branchée dans les milieux libéraux, après son passage au Conseil du patronat et à la Chambre de commerce du Québec.

Les frictions entre le titulaire du ministère responsable de la Charte et les fonctionnaires ne sont pas nouvelles: Claude Ryan a déjà admonesté publiquement Jean-Claude

Rondeau, président de l’Office, et Louise Beaudoin est entrée en collision frontale avec Josée Legault, responsable à l’époque d’une vaste étude sur la situation du français.

Comme il a l’appui de seulement un francophone sur cinq dans les sondages d’opinion, le gouvernement Charest s’avance en zone minée dès qu’il met le pied sur le terrain linguistique, déchiré entre le risque de nourrir les récriminations des mouvements de défense du français et celui de paraître indifférent à la question identitaire. Ainsi, le Conseil du Trésor a freiné tout récemment la demande de financement supplémentaire de 1,6 million faite par le Secrétariat à la politique linguistique, dans le but de souligner, avec 35 projets subventionnés, le 35^e anniversaire de l’adoption de la loi 101, cette année.

Aucune assise juridique

Dans sa campagne lancée en novembre, l’Office affirme que « respecter la Charte de la langue française dans l’affichage d’une marque de commerce comme nom d’entreprise, c’est au minimum afficher un descriptif en français ». À Québec, on a sursauté. Non pas parce que la publicité a été préparée par Brad, firme dirigée par Dany Renaud, proche de Jean Charest. Mais parce que l’on



PHOTO ÉRICK LABBÉ, ARCHIVES LE SOLEIL

La campagne récente de l’Office québécois de la langue française (OQLF) fait fausse route, selon la ministre Christine St-Pierre. Contrairement aux prétentions de l’OQLF, les sociétés n’ont pas à ajouter un descriptif en français à leur raison sociale si elle est en anglais, indique-t-on à Québec.

sait que l’Office n’a aucune assise juridique pour étayer son affirmation.

Conséquence immédiate, les plaintes qui s’accumulent depuis les dernières semaines, aiguillonnées par la campagne de l’Office, n’ont aucune chance de mener à des poursuites formelles du Directeur des pour-

a-t-on confié à *La Presse*. On dit par exemple que « la Charte prévoit que les expressions tirées d’une autre langue doivent être accompagnées d’un descriptif (générique) en français dans les noms d’entreprise. Le descriptif (générique) peut être, par exemple, un mot, un groupe de mots

ne force l’entreprise dont la raison sociale est en anglais à ajouter un générique pour préciser son champ d’activités.

Interprétations divergentes

Hier, le porte-parole de l’Office, Martin Bergeron, a soutenu qu’il était trop tôt pour annoncer le nombre de plaintes faites sur l’affichage à la suite de la campagne de l’organisme. « On a vérifié notre interprétation juridique avant d’aller de l’avant. On comprend qu’il y a des gens qui n’ont pas la même interprétation que nous », a-t-il lancé.

La campagne de l’Office fait fi d’un avis formel du Conseil de la langue, fourni au gouvernement de Lucien Bouchard en 2000, à l’époque où Louise Beaudoin était ministre responsable. Le gouvernement péquiste s’était fait dire qu’il devrait se rabattre sur des mesures incitatives pour que les entreprises francisent leur raison sociale, puisque du point de vue de la loi, il n’était pas en terrain solide.

Les plaintes qui s’accumulent depuis les dernières semaines, aiguillonnées par la campagne de l’Office, n’ont aucune chance de mener à des poursuites formelles du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

suites criminelles et pénales. Déjà, seulement 2 % de l’ensemble des plaintes mènent à des poursuites, essentiellement parce que les employeurs poursuivis s’ajustent, conscients que le gouvernement est en terrain solide. Or, ce ne sera pas le cas en matière de raison sociale.

Le site internet mis en place pour la campagne de l’Office induit les sociétés en erreur,

ou un slogan, mais pour être acceptable il doit être visible et permanent, et décrire les activités de l’entreprise ».

Selon l’Office, « même si elle est enregistrée, lorsque cette marque de commerce est utilisée comme nom d’entreprise, la Charte de la langue française exige qu’elle soit accompagnée d’un descriptif (générique) en français ». Or, dans la loi, rien

Lorsque l’Homme et la machine fusionnent, l’extraordinaire devient réalité.



Curzi et Beaudoin prêts à rentrer

Il reste à voir comment les démissionnaires seront accueillis par le PQ

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La traversée du désert se terminera bientôt pour les deux députés péquistes démissionnaires Louise Beaudoin et Pierre Curzi. Même s'ils risquent d'être accueillis un peu froidement au caucus péquiste qu'ils ont quitté en juin 2011, les deux dissidents rentreront bientôt au bercail.

Plusieurs sources péquistes indiquent à *La Presse* que l'affaire est entendue avec la députée de Rosemont, Louise Beaudoin, actuellement à l'étranger. Celle-ci ne souhaite

Avec la décision de Pauline Marois d'accepter les égarés, personne n'osera s'opposer à leur retour.

pas se représenter aux prochaines élections, et veut faire plébisciter sa décision par une assemblée de partisans dans sa circonscription, au début du mois d'avril.

C'est moins transparent, mais tout aussi net dans le cas du député de Borduas, Pierre Curzi. Dans sa circonscription, ses proches soulignent que jamais l'ancien comédien n'a véritablement rompu les ponts avec l'organisation péquiste. Il a toujours maintenu des canaux de communication. Au surplus, des collègues rappellent que c'est à contrecœur qu'il a quitté le caucus, en juin dernier.

Le jour de la démission des trois députés,

Lisette Lapointe, élue dans Crémazie, a dû insister. Elle est allée chercher M. Curzi à son bureau de l'Assemblée nationale pour lui rappeler qu'il s'était engagé à se joindre à la fronde contre le projet de loi 204, en faveur de l'amphithéâtre poussé par l'administration Labeaume à Québec.

À la fin du mois de février, M. Curzi a promis de prendre sa décision dans les deux semaines suivantes. Au Parti québécois (PQ), on convient qu'il est l'un des rares qui auraient une chance de se faire élire comme député indépendant après avoir pris fait et cause dans le dossier du gaz de schiste. Son désir de poursuivre sa carrière politique sera déterminant; sa notoriété et son énergie dans le dossier linguistique sont des actifs évidents pour le Parti québécois.

Pour M. Curzi, toutefois, le chemin du retour risque d'être un peu délicat à emprunter – il a dit l'été dernier être prêt à retourner au PQ si Pauline Marois quittait son poste. Louise Beaudoin n'a jamais fait de telles sorties contre la chef péquiste – elle martèle partout que les démissions de juin auront été un électrochoc salutaire en définitive pour le parti souverainiste.

Les «pyromanes» de juin

Du côté de Pauline Marois, «la porte est ouverte depuis longtemps». La chef, qui ne souhaitait pas voir revenir Lisette Lapointe, se trouve libérée depuis que cette dernière a indiqué qu'elle resterait indépendante jusqu'aux prochaines élections. M^{me} Lapointe ne se représentera pas.



Louise Beaudoin et Pierre Curzi, le jour de leur départ du PQ en juin dernier. M^{me} Beaudoin compte faire entériner son retour au PQ par une assemblée de militants de sa circonscription de Rosemont, au début du mois d'avril. M. Curzi n'a jamais rompu définitivement les liens avec le Parti québécois. Il avait toutefois exigé la démission de Pauline Marois avant d'envisager un retour au bercail. La chef péquiste est quand même prête à l'accueillir dans ses rangs.

Dans les officines péquistes, toutefois, on commence à trouver que les «pyromanes» de juin mettent bien du temps à retourner à la maison. On craint même que ces semaines de tergiversations ne donnent

l'impression que c'est le caucus et M^{me} Marois qui sollicitent les dissidents et que ces derniers peuvent évaluer à loisir l'offre qui leur est faite. Ces retours seront accueillis plutôt sèchement chez les

élus qui, après la série de démissions, ont traversé des heures difficiles. Mais avec la décision de Pauline Marois d'accepter les égarés, personne n'osera s'opposer à leur retour, indique-t-on.



CONCEPT NSX



ACURA

POLITIQUE

Harper, le meilleur allié du PQ



Le vétéran député libéral Yvon Vallières fait rarement parler de lui dans les médias, mais Jean Charest doit sans doute penser qu’il a perdu une belle occasion de se taire lorsqu’il a déclaré au quotidien The Record, il y a quelques jours, que les ponts sont coupés entre Québec et Ottawa.

«On dirait qu’Ottawa nous a oubliés, a dit le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes. Au cours des trois derniers mois, nous avons été incapables de communiquer sur quoi que ce soit, et cela nous inquiète. L’an passé, nous avions une bonne relation. Maintenant, il n’y a rien d’autre qu’un malaise.»

Du bonbon, évidemment, pour la chef du Parti québécois et ses députés, qui martèlent depuis le début de l’année que le Québec souffre des orientations du gouvernement Harper.

Jean Charest, lui, est doublement embêté: s’il se plaint trop ouvertement de l’attitude intransigeante d’Ottawa, il fait la démonstration des ratés du fédéralisme et donne des munitions à l’opposition souverainiste; s’il se résigne en silence, on l’accuse d’asservissement devant un régime injuste, voire méprisant envers le Québec.

Le ministre Vallières a dit tout haut ce que ses collègues constatent depuis quelque temps: la communication est bel et bien coupée avec Ottawa, qui a décidé d’imposer son programme et ses vues, n’en déplaise à Québec. Nous avons vu trois exemples frappants au cours des dernières semaines avec l’abolition du registre des armes d’épaule, l’abandon complet de Kyoto et l’adoption du projet de loi omnibus sur la criminalité.

homologue fédéral, qui ne le rappelle même pas! Difficile de régler les litiges dans de telles circonstances.

Une source proche de Stephen Harper a confié il y a quelques jours à notre chef de bureau, Joël-Denis Bellavance, qu’«il n’y a plus de querelles constitutionnelles entre Québec et Ottawa», il n’y a que des «divergences de points de vue». Il semble que la meilleure façon d’aplanir ces divergences, selon la doctrine fédéraliste de Stephen Harper, soit d’ignorer tout simplement les partenaires provinciaux.

Franchement, je plains un peu le nouveau conseiller de M. Harper pour le Québec, André Bachand, ancien député conservateur de l’aile nationaliste, proche de Jean Charest (son ancien chef), un bon gars d’agréable compagnie qui n’a,

lui faire carrément la leçon, est un manque de respect patent envers le gouvernement Charest. Écouter les arguments de M. Boisvenu, surtout depuis l’incident de la corde, est une insulte à l’intelligence. Encore cette semaine, celui-ci a répété avec assurance que plus les peines sont sévères, plus la dissuasion est forte, il y a donc moins de détenus et, voyez comme c’est bien fait, moins de coûts! Les experts affirment que c’est faux, l’expérience américaine prouve que les conservateurs errent, la politique du Québec démontre les mérites de la réhabilitation? Des clous! L’idéologie avant le bon sens.

À défaut du sénateur Boisvenu, le bureau de M. Harper dépêche régulièrement son ministre des Anciens Combattants,

On fait ce qu’on peut avec ce qu’on a, direz-vous. M. Harper n’avait pas un grand choix de députés sous la main pour former son cabinet. De toute façon, les tensions avec Québec font, d’un point de vue stratégique, bien son affaire puisqu’elles poussent les députés québécois du Nouveau Parti démocratique (NPD) à jouer la carte nationaliste, à défendre les intérêts du Québec, ce qui passe évidemment mal ailleurs au pays.

En ce sens, Stéphane Dion a rendu un fier service à M. Harper cette semaine en accusant le NPD de marcher dans les traces du Bloc, notamment, en défendant le principe du 50 % + 1 dans un éventuel référendum sur la souveraineté et en voulant étendre la portée de la loi 101 pour les employés relevant du gouvernement fédéral.

La stratégie de Stephen Harper envers le Québec comporte toutefois un risque, comme l’indique clairement la remontée du Parti québécois (PQ). Privés du Bloc à Ottawa, insatisfaits du NPD, les Québécois inquiets des orientations du gouvernement Harper semblent vouloir se tourner vers le PQ.

Cela ne veut pas dire qu’ils sont nécessairement souverainistes. Cela veut dire qu’ils cherchent un contrepoids au gouvernement Harper. Après, tout redevient possible pour les souverainistes...

Le ministre Yvon Vallières a dit tout haut ce que ses collègues constatent depuis quelque temps: la communication est coupée avec Ottawa.

Les ministres de la Justice et la Sécurité publique, Jean-Marc Fournier et Robert Dutil, ont vaillamment essayé de plaider la cause de leur gouvernement à Ottawa, l’automne dernier, mais ils ont été reçus dans la plus grande indifférence, démontrant ainsi leur incapacité à influencer le partenaire fédéral.

Récemment, un autre ministre du gouvernement Charest m’a confié ne plus savoir quoi faire pour défendre sa position auprès de son

de toute évidence, pas beaucoup de poids au bureau du premier ministre. Chose certaine, il n’a pas le pouvoir de demander aux ministres de faire preuve d’un minimum de courtoisie et de répondre aux appels de leurs homologues provinciaux.

Il n’y a pas que les politiques, il y a aussi la manière.

Envoyer systématiquement le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu répondre au ministre de la Justice du Québec, quand il ne se permet pas de

Steven Blaney, jovialiste dont l’immense sourire en entrevue n’arrive pas à cacher l’absurdité des réponses. Certains politiciens ont recours à la langue de bois. M. Blaney, lui, ce serait plutôt la langue pudding: du manger mou intellectuel.

Il y a quelques années, les conseillers de Mario Dumont ont rejeté la candidature de M. Blaney, jugeant celle-ci trop faible. Aujourd’hui, c’est un des principaux porte-parole du gouvernement fédéral au Québec...

Pour joindre notre chroniqueur: vmarissal@lapresse.ca

Trudeau évoque la fusion avec le NPD

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le député libéral Justin Trudeau estime que le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique (NPD) devraient songer à fusionner s’il devenait évident, à l’aube des prochaines élections, que la division des forces progressistes au pays permettrait aux conservateurs de Stephen Harper de remporter une autre majorité.

M. Trudeau a évoqué cette possibilité, mardi à Victoria, dans un discours qu’il a prononcé devant des étudiants, ce qui a relancé un scénario mis de l’avant par des libéraux influents tels que Jean Chrétien il y a plusieurs mois, mais catégoriquement écarté par l’ancien chef libéral Michael Ignatieff et le chef intérimaire Bob Rae.

M. Trudeau, qui a déjà été rabroué par son parti pour avoir affirmé qu’il pourrait appuyer



Justin Trudeau croit que le PLC et le NPD devraient songer à fusionner pour empêcher Stephen Harper d’obtenir une autre majorité aux Communes.

l’indépendance du Québec si le gouvernement conservateur de Stephen Harper continuait à faire dériver le Canada vers la droite, répondait à

une question d’un étudiant lorsqu’il a évoqué une possible fusion du Parti libéral et du NPD. «À l’aube des élections, en 2015, si aucun parti n’a mis

suffisamment de l’ordre dans ses affaires pour s’illustrer en tant qu’option de rechange crédible, il y aura alors beaucoup de pression sur nous pour examiner cette idée», a affirmé M. Trudeau.

«Il n’y a personne au Parlement, à l’exception du Parti conservateur du Canada, qui est prêt à risquer de voir Stephen Harper obtenir un autre mandat comme premier ministre», a-t-il ajouté.

«Pas à l’ordre du jour»

Au bureau de M. Rae, un porte-parole, Daniel Lauzon, a fait savoir que cette option n’est nullement envisagée par le parti. «Une coalition n’est pas à l’ordre du jour du Parti libéral du Canada – point à la ligne», a-t-il indiqué dans un courriel envoyé à La Presse.

Dans les rangs du NPD, un candidat dans la course à la direction du parti, Nathan

Cullen, a fait ouvertement campagne en faveur d’une collaboration entre forces progressistes avant les prochaines élections, prévues en 2015, afin de déloger les conservateurs du pouvoir.

M. Cullen, député de la Colombie-Britannique, propose la tenue d’une primaire entre les candidats du NPD, du Parti libéral et du Parti vert dans les circonscriptions détenues par les conservateurs afin de choisir un seul candidat progressiste pour affronter le Parti conservateur.

Cette proposition a été dénoncée par les six autres candidats dans la course à la direction du NPD, mais M. Cullen a vu ses appuis et ses dons monter en flèche depuis quelques semaines, signe que son idée suscite un certain intérêt au sein de son parti. Le prochain chef du NPD sera choisi le 24 mars à Toronto.

CROISIÈRE
POUR 2 PERSONNES
GRATUITE

GRANDE VENTE D'ANNIVERSAIRE

La plus grande galerie Natuzzi Italia au Québec

Avec achat de 4 000 \$ et plus,
Obtenez une
MAGNIFIQUE CROISIÈRE DE 5 JOURS.
Détails en magasin.

Sofa Italia
1850 Boul. Le Corbusier, Laval QC H7S 2K1
450.978.1701

NATUZZI

Courez la chance de
gagner un superbe voyage
en Finlande
pour découvrir l'original
«Snow Village»!

Pour participer, notez l'indice du jour ci-dessous
et rendez-vous sur rythmefm.com dans la section concours.

INDICE DU 15 MARS : POLAIRE

rythme
Montréal

105.7

village des neiges
snowvillage

LA PRESSE

Un indice différent sera publié tous les jours dans La Presse jusqu'au 16 mars. Un finaliste pour le grand prix sera sélectionné chaque jour. Pour tous les détails et les règlements, visitez la section concours de rythmefm.com. La date limite pour participer est le 16 mars. Le tirage aura lieu le 16 mars aux bureaux de Rythme FM. La valeur totale approximative des prix est de 12 000 \$.

Air Canada

Un syndicat appelle à la mobilisation nationale

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement Harper pourrait faire face à une fronde syndicale nationale pour avoir brimé les droits des travailleurs, menace un syndicat d'employés d'Air Canada.

L'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (AIMTA), qui représente plus de 8000 bagagistes, mécaniciens et agents de fret d'Air Canada, a réagi ainsi à l'adoption d'une loi spéciale retirant le droit de grève aux employés du transporteur.

Cette loi, passée sous le bâillon au beau milieu de la nuit de mardi à hier, impose

un processus d'arbitrage et interdit toute grève ou tout lock-out jusqu'à ce qu'une nouvelle convention collective soit signée. En plus de ces 8000 employés, le projet de loi C-33 touche également 3000 pilotes.

Les représentants syndicaux étaient accompagnés de députés du Nouveau Parti démocratique et du Parti libéral, ainsi que du chef du Bloc québécois, lors d'un point de presse au parlement. D'une même voix, ils se sont dits inquiets de l'intervention du gouvernement Harper dans le dossier. Ottawa, selon eux, brime les droits fondamentaux et démocratiques des travailleurs.

«Est-ce que c'est la fin des libres négociations collectives au Canada?», a lancé le président de la section locale 1751 de l'AIMTA à Montréal, Marcel Saint-Jean.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement se sert de l'arme de la loi spéciale pour intervenir dans une négociation houleuse depuis sa réélection, le 2 mai. Il l'a fait au printemps et à l'automne contre d'autres employés d'Air Canada et contre ceux de Postes Canada.

La ministre du Travail, Lisa Raitt, a justifié son intervention dans le dossier par la fragilité de l'économie canadienne et le besoin de protéger les voyageurs en période de relâche scolaire.

«Ce n'est pas la fin, a toutefois prévenu M Saint-Jean. M. Harper, très bientôt, et je ne mets rien sur la table, mais très bientôt, il va se rendre compte que les travailleurs sont nombreux dans ce pays.»

Depuis ce matin, le projet de loi C-33 est au Sénat, qui devrait l'adopter d'ici à la fin de la semaine. Les représentants syndicaux n'ont pas encore décidé la façon dont ils s'y opposeraient. En fin de journée, hier, le syndicat des pilotes a indiqué qu'il pourrait contester la loi devant les tribunaux dès son adoption.

Version intégrale de cet article sur LaPresse.ca/AirCanada

EN BREF

Appuis à Mulcair

Le candidat dans la course à la direction du NPD Martin Singh, homme d'affaires de Nouvelle-Écosse, a fait savoir hier qu'il invite ses partisans à appuyer Thomas Mulcair au deuxième tour du scrutin. M. Singh, dont l'organisation a réussi à recruter environ 10 000 membres, a toutefois précisé qu'il demeure dans la course. Par ailleurs, la députée de Verchères-Les Patriotes, Sana Hassainia, a indiqué qu'elle retirait son appui à M. Mulcair pour appuyer Brian Topp, qui représente mieux, selon elle, les valeurs du parti. Enfin, l'influent député néo-démocrate de Terre-Neuve Jack Harris a annoncé qu'il se range derrière M. Mulcair. — Joël-Denis Bellavance

Toujours première !



En 2011, la Civic a été la voiture la plus vendue au pays pour la 14^e année consécutive.



Civic DX 2012

En location

198\$* 48 mois

Transport et préparation inclus

0\$ comptant

*L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berlino DX manuelle 2012 neuve (modèle FB2E2CEX). Franchises de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 305 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 16 385 \$, transport et préparation inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valables seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire et ceux en commande. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

HYPERACTIVITÉ DES ENFANTS

Des avertissements sur les emballages de bonbons

MARIE ALLARD

Mangeriez-vous des bonbons sur lesquels on peut lire: «Peut avoir des effets indésirables sur l'activité et l'attention chez les enfants»? C'est l'avertissement déroutant qui figure sur les boîtes de Pâques de Jelly Belly.

Utilisés pour donner aux fèves en gelée leurs teintes vives, des colorants synthétiques (tartrazine, jaune orangé et rouge allura) sont soupçonnés d'exacerber l'hyperactivité des enfants qui ont des problèmes de comportement. Si Jelly Belly met les consommateurs en garde contre cet effet indésirable, c'est parce que la réglementation en Europe – où sont aussi vendus ces bonbons – l'y oblige, depuis 2010. Au Canada, les fabricants n'ont même pas à révéler quels colorants sont ajoutés aux aliments.

«Les ventes n'ont pas été influencées négativement par cet étiquetage», a indiqué à *La Presse* Simone Abt, porte-parole de Jelly Belly au Canada. Les quantités de colorants artificiels contenues dans les fèves Jelly Belly sont des centaines de fois sous les doses quotidiennes admissibles.»

En Europe, la réglementation a pourtant eu un grand impact sur les confiseurs, qui ont largement abandonné les colorants azoïques pour ne pas avoir à mettre des avertissements sur les paquets de bonbons. Haribo, qui domine le marché français, «a choisi d'utiliser des colorants d'origine naturelle dans la majorité de ses bonbons», selon son site internet.

Même ici, Jelly Belly s'apprête à lancer les Beanaturals, des fèves en gelée sans colorants ni saveurs artificiels, précise M^{me} Abt. Des jus concentrés et des purées de fruits et légumes leur donnent du goût et des couleurs, moins pimpantes il est vrai.

Colorant cancérigène dans le Coke et le Pepsi

Coca-Cola et Pepsi viennent aussi d'annoncer qu'ils diminueront la quantité de colorant caramel chimique – jugé cancérigène – ajoutée à leurs boissons aux États-Unis. Si elles ne le font pas, la Californie les obligera à inscrire une mise en garde sur leurs étiquettes, rapporte l'AFP.

Anne-Marie Mazé, mère d'un garçon de 5 ans réagissant à l'ingestion de colorants et coauteure du blogue L'effet barbe à papa, se réjouit de voir les fabricants bouger. «Ce serait absolument merveilleux si le Canada emboîtait le pas à l'Europe», a-t-elle dit. Notre souhait est bien simple: que toute entreprise ait l'obligation de dire la totalité de ce qui entre dans la fabrication de ses produits et de fournir les avertissements nécessaires.»

Santé Canada n'est pas pressé

Mais Santé Canada n'est pas pressé. En 2010, le Ministère a voulu obliger les fabricants à déclarer le nom usuel ou le code des colorants qu'ils utilisent. «Cette modification est proposée parce que des effets indésirables pourraient être causés par la consommation de certains colorants alimentaires», a expliqué Leslie Meerburg, porte-parole de Santé Canada. Bien que la consultation à ce sujet ait eu lieu il y a deux ans, rien n'a encore changé dans la réglementation canadienne.

«Ce serait un début pour les gens qui s'intéressent à la question», a observé Stéphanie Côté, nutritionniste d'Extensio, centre de référence en nutrition de l'Université de Montréal.

À la Sucrerie du Soleil, magasin de bonbons de l'avenue du Mont-Royal, à Montréal, les clients ne craignent pas les colorants dans les Jelly Belly, a indiqué un vendeur. «Au contraire, ce sont les plus populaires chez les enfants», a-t-il dit.

COLORANTS ARTIFICIELS

Trois colorants artificiels autorisés dans les aliments au Canada (tartrazine, jaune orangé ou soleil et rouge allura) doivent être accompagnés de la mise en garde «Peut avoir un effet nuisible sur l'activité et l'attention des enfants» en Europe. Chez nous, les fabricants ne sont pas obligés de révéler quels colorants ils utilisent.



Tous les aliments présentés ici contiennent de la tartrazine, une poudre orangée. S'ils étaient vendus en Europe, il faudrait lire sur leur emballage la mise en garde ci-dessous.

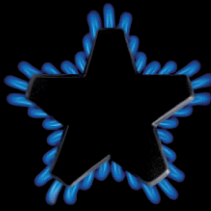
[TARTRAZINE], E110, E129, E132, E133, E150a, E171, AGENTS DE GLAÇAGE, E903, E904, PURÉE DE CITRON, JUS DE FRUIT DE LA PASSION CONCENTRÉ, DE MANDARINE CONCENTRÉ, PURÉE DE FRAISE, JUS DE PÂTEQUE CONCENTRÉ, JUS DE PAMPLEMOUSSE CONCENTRÉ, JUS DE POMME CONCENTRÉ, JUS DE CERISE CONCENTRÉ, JUS DE MELON CONCENTRÉ, ACIDE ASCORBIQUE, SEL, TABLE, DEXTRINE DE TAPIOCA, E102, E110, E129, PEUT AVOIR DES EFFETS INDÉSIRABLES SUR L'ACTIVITÉ ET L'ATTENTION CHEZ LES ENFANTS.



PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

ÉVÉNEMENT

UN DEUX



GRATUIT DE Thermador

Thermador

TROUVEZ LA COMBINAISON QUI VOUS CONVIENT

RABAIS POUVANT ATTEINDRE 6247\$*

À l'achat d'une cuisinière Professional de 36 ou 48 po, OU d'un four mural double ET d'une table de cuisson de 36 po, obtenez GRATUITEMENT* un lave-vaisselle de la série Emerald

VOIR LES DÉTAILS EN MAGASIN OU VISITER LE WWW.THERMADOR.CA

La promotion ne s'applique qu'aux modèles Thermador sélectionnés. Afin de pouvoir recevoir les électroménagers offerts gratuitement dans le cadre de la présente promotion, le client doit acheter les autres électroménagers à prix régulier, dans la même commande, et au même moment. Les produits doivent être achetés pendant la période de la promotion, soit entre le 2 février et le 31 mai 2012. Aucune substitution n'est permise. Consultez un représentant pour obtenir tous les détails.* Jusqu'à épuisement des stocks. Le détaillant peut remplacer le lave-vaisselle gratuit par un modèle de valeur égale ou supérieure. TCAN018-14-102300-1

À L'ACHAT D'UNE



OPTION 1

OU

À L'ACHAT D'UN



OPTION 2



OPTION

=



GRATUITEMENT*

*PRIME

Ajoutez un réfrigérateur à 2 ou 3 portes OU 2 appareils verticaux (réfrigérateur/congélateur), et obtenez une hotte GRATUITEMENT*

AJOUTEZ UN



=



GRATUITEMENT*

Corbeil Électroménagers

Plusieurs adresses

JC Perreault

Joliette • Kirkland

Saint-Hubert

St-Roch-de-l'Achigan

Ameublements Tanguay

Québec

Maison Éthier

Saint-Basile-le-Grand

Saint-Jean-sur-Richelieu

Germain Larivière

Brossard

Laval

St-Hyacinthe

Les Spécialistes de l'électroménager

Plusieurs adresses

ENVIRONNEMENT

Le pire sera évité avec les glaciers

Une étude de la revue *Nature* vient relativiser la fonte des glaces

MATHIEU PERREAULT

Le pire scénario de fonte des glaciers sera évité, selon une nouvelle étude américaine. Le glacier de l’Antarctique oriental, dont la fonte augmenterait de deux à trois fois la hausse du niveau des mers, restera probablement stable.

« Les prévisions de l’ONU excluent la fonte du glacier de l’Antarctique oriental, mais des données importantes sur un récent réchauffement de la Terre, il y a 400 000 ans, ont montré qu’il serait touché par une augmentation de la température semblable à celle que nous connaissons », explique Maureen Raymo, paléoclimatologue à l’Université Columbia, à New York, qui fait partie des auteurs de l’étude publiée par la revue *Nature*. « J’ai décidé de m’attaquer à ces données, qui étaient souvent citées par ceux qui parlent d’une montée catastrophique des mers. »

Plus des trois quarts du volume des glaciers du monde se trouvent en Antarctique oriental. L’étude de M^{me} Raymo a porté sur des mesures faites aux Bermudes qui ont conclu que les mers étaient 20 mètres plus élevées lors de la période chaude d’il y a 400 000 ans. La chercheuse new-yorkaise a réalisé que ces mesures ne tenaient pas compte du mouvement vertical de la croûte terrestre.

« Au moment où la mer atteignait son maximum, les



Un glacier dérivant au large de l’Antarctique. Plus des trois quarts du volume des glaciers du monde se trouvent en Antarctique oriental.

Bermudes étaient en train de s’élever, explique M^{me} Raymo en entrevue téléphonique.

bascule qui faisait grimper les Bermudes. Après, la croûte terrestre s’est abaissée dans les

L’étude a porté sur des mesures faites aux Bermudes qui ont conclu que les mers étaient 20 mètres plus élevées lors de la période chaude d’il y a 400 000 ans.

Les glaciers de l’Amérique du Nord progressaient et écrasaient la croûte terrestre. Cela provoquait un effet de

Bermudes parce que les glaciers se sont retirés de l’Amérique du Nord. Cela fausse les données. »

La paléoclimatologue souligne qu’une hausse du niveau des mers semblable à celle d’il y a 400 000 ans – de 6 à 13 mètres selon ses calculs – entraînerait beaucoup de problèmes, même si elle survenait en quelques centaines ou quelques milliers d’années. L’ONU prévoit que le niveau de la mer augmentera de 20 à 60 centimètres au cours du siècle. Selon M^{me} Raymo, la température il y a 400 000 ans était semblable aux prévisions pour le XXII^e siècle.

ENCORE L’AGRICULTURE

L’agriculture accélère le réchauffement de la planète d’une manière jusqu’à maintenant insoupçonnée, selon une étude montréalaise. Les chercheurs des universités Concordia et McGill, dans la revue *Nature*, expliquent que les rejets agricoles dans les eaux côtières réduisent leur oxygénation et donc la formation d’oxydes de fer. Or, ce sont les oxydes de fer qui permettent la capture du CO₂, gaz à effet de serre, par les océans. Jusqu’à maintenant, les chercheurs pensaient que la capture du CO₂ par les océans était liée à des minéraux argileux en suspension dans les mers.

L’ÈRE DES INONDATIONS

La fréquence des inondations extraordinaires sur les côtes nord-américaines sera décuplée par le réchauffement de la planète, selon une nouvelle étude. Les chercheurs de l’ONG Climate Central ont calculé que la hausse du niveau des mers sera exacerbée par les ouragans et les fortes tempêtes. Leur étude, publiée dans la revue *Environmental Research Letters*, conclut que les inondations actuellement considérées comme très rares – d’une ampleur ne survenant qu’une fois par siècle – auront lieu quelques fois par décennie.

RENCONTRES

LA PRESSE

MERCREDI 28 MARS

EXISTE-T-IL UNE GASTRONOMIE QUÉBÉCOISE?

MARIE-CLAUDE LORTIE, CHRONIQUEUSE ET CRITIQUE GASTRONOMIQUE À LA PRESSE, REÇOIT :



NORMAND LAPRISE
GRAND CHEF RELAIS & CHÂTEAUX
CHEF-PROPRIÉTAIRE, RESTAURANT TOQUÉ! ET BRASSERIE !



DANIEL VÉZINA
CHEF PROPRIÉTAIRE, LAURIE RAPHAËL
RESTAURANT-ATELIER-BOUTIQUE QUÉBEC ET MONTRÉAL



GRAZIELLA BATTISTA
CHEF PROPRIÉTAIRE, RESTAURANT GRAZIELLA



DYAN SOLOMON
COPROPRIÉTAIRE, OLIVE + GOURMANDO

DATE

LE MERCREDI 28 MARS 2012

HEURE

19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30

ENDROIT

L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20\$ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au www.ticketmaster.ca
Admission générale

MILIEUX HUMIDES

Arcand se dit « inébranlable »

CHARLES CÔTÉ

Aux prises avec un jugement qui annule sa directive sur la protection des milieux humides, le ministre du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs (MDDEP), Pierre Arcand, affirme sa « volonté inébranlable [...] de conserver et de gérer de façon durable » ces habitats en voie de disparition dans le sud du Québec.

Lundi, la Cour supérieure a annulé une directive adoptée par les fonctionnaires du Ministère, en déclarant que le MDDEP a agi « illégalement » en exigeant des promoteurs de projet qu’ils compensent en nature la destruction de marais, marécages ou tourbières.

Le ministre Arcand a fait savoir par communiqué que « le jugement fait l’objet d’une analyse afin de déterminer quelles suites y seront données ». Il a refusé toute entrevue à ce sujet.

Le jugement accorde quatre mois au MDDEP pour prendre la décision de délivrer

un certificat d’autorisation à l’entreprise Atocas de l’Érable, qui désire étendre ses activités de culture de canneberges dans une tourbière.

« Personne n’est contre le fait que le gouvernement veuille protéger les milieux humides, mais il faut le faire dans le cadre juridique approprié », a déclaré Hélène Lauzon, présidente du Conseil patronal de l’environnement du Québec.

Elle s’est réjouie du fait que le juge souligne les longs délais dans le processus d’obtention d’une autorisation environnementale. « La demande a été déposée en 2008 et en 2011, il n’y avait toujours pas de décision, dit M^{me} Lauzon. Le juge nous dit que le MDDEP a le droit de demander des détails additionnels, mais ça doit être bien circonscrit. Ils doivent prendre des décisions dans des délais raisonnables. »

Consultez la version web de cet article sur LaPresse.ca/arcand

RECHERCHÉ

AIDEZ-NOUS À RETROUVER CET ANIMAL

20120313-001

NOM : GASPARD

Disparition : Samedi 10 mars 2012 à 11 h

Adresse : Rang Saint-Joseph (Carignan)

Vu pour la dernière fois : En bordure de l'autoroute 10, sortie 22 (Chambly)

Type :	Chien
Race :	Bleu Gascogne
Sexe :	Mâle
Âge :	2 ans
Couleur :	Noir, blanc et beige
Yeux :	Bruns
Poids :	80 livres
Longueur :	36 pouces
Description de l'apparence :	Taches noires sur fond blanc (moucheté)
Stérilisé :	Oui
Griffes :	Avant et arrière
Collier :	Chaîne avec médailles

Autres informations pertinentes :
Ne PAS courir après l'animal, APPELEZ!
CONTACTEZ LE 514 995-3995.
Contribuez à l'enquête en cours.
RÉCOMPENSE OFFERTE



514 773-3911

www.urgences-animales.org



Afin de combler les besoins plus grands en financement des transports collectifs, la STM a recommandé « une participation accrue des automobilistes de la région de Montréal, par le recours à la taxe sur l'essence, la taxe sur le stationnement, les droits d'immatriculation ou encore à des péages étendus sur l'ensemble du territoire métropolitain ».

PÉAGES ET HAUSSES DE TAXES SUR L'ESSENCE

Le CAA-Québec veut un moratoire

BRUNO BISSON

Le CAA-Québec demande au gouvernement du Québec de créer une « structure provinciale neutre et indépendante » afin de planifier le développement des transports collectifs, avant d'imposer toute nouvelle contribution des automobilistes à leur financement, par les taxes sur l'essence ou le péage routier.

Dans un « document de réflexion » soumis le mois dernier au ministère des Finances du Québec, dans le cadre des consultations budgétaires, le CAA réclame « un moratoire sur les hausses de taxes sur l'essence, sur l'immatriculation, et sur toute décision d'autoriser le péage routier » jusqu'à ce que Québec se dote d'une « politique globale de financement de la mobilité ».

Ce document vise à répondre aux demandes formulées par les sociétés de transports en commun du Québec depuis janvier dans le cadre des consultations précédant la présentation du budget provincial, prévue pour mardi prochain.

Afin de combler les besoins plus grands en financement que l'on prévoit pour les prochaines années, la Société de transport de Montréal (STM) a recommandé « une participation accrue des automobilistes de la région de Montréal, par le recours à la taxe sur l'essence, la taxe sur le stationnement, les droits d'immatriculation ou encore à des péages étendus sur l'ensemble du territoire métropolitain ».

Le CAA critique durement la gestion récente des grands projets de transports en commun en soulignant les « dérapages », les cas de dépassement de coûts et les échéanciers retardés.

L'Association du transport urbain du Québec, qui représente les neuf plus grandes sociétés de transports en commun de la province, a quant à elle préconisé une hausse des taxes sur l'essence de 5 cents par litre, étalée sur 10 ans, et une bonification substantielle des sommes provenant du fonds vert du gouvernement.

Critiques sévères

Dans sa réplique, le CAA critique durement la gestion récente des grands projets de transports en commun en soulignant les « dérapages », les cas de dépassement de coûts et les échéanciers retardés du métro de Laval, du train de banlieue de Mascouche ou des bus express du boulevard Pie-IX, à Montréal, « pour ne citer que ceux-là ».

Selon le CAA, ces exemples « ne favorisent ni la confiance de ceux qui financent le tout ni l'acceptabilité sociale à l'égard de futures hausses des contributions, quelles qu'elles soient ».

Malgré sa demande de moratoire sur la taxe sur l'essence ou les péages, le CAA « est bien conscient qu'il y a urgence » et se dit ouvert à discuter des contributions futures des automobilistes,

mais à l'intérieur d'une « politique de la mobilité » qui touchera autant les usagers de la route que ceux des transports publics.

Cette politique devrait prévoir les moyens financiers nécessaires pour la réalisation des projets routiers et des projets de transports collectifs

jugés prioritaires, et proposer des mécanismes de financement pour assurer que ces sommes soient disponibles au moment de réaliser ces projets.

Quant à la mise en œuvre de cette politique, le CAA-Québec « verrait d'un bon œil la création d'une structure neutre et indépendante, un comité d'experts en quelque sorte ». La nouvelle structure aurait la responsabilité d'analyser les projets d'infrastructures routières et les projets de transports en commun (métro, trains, autobus, etc.) et de décider lesquels seront faits en priorité.

BOMBAY

Ce week-end seulement !

Tout pour le bureau en solde*

Tous les accessoires de bureau 50% DE RABAIS

Bureau des Gouverneurs 1000064 1599\$ SOLDE 999\$

Vitrine des Gouverneurs 1930014 699\$ SOLDE 399\$

Classeur des Gouverneurs 1850880 699\$ SOLDE 399\$

Huche des Gouverneurs (non montrée) 1930001 599\$ SOLDE 349\$

Cabinet des Gouverneurs (non montré) 1850893 699\$ SOLDE 399\$

Fauteuil de bureau Pembroke 1005756 749\$ SOLDE 449\$

Bureau Richmond 1000249 1299\$ SEULEMENT 699\$ - ÉCONOMISEZ 600\$

Vitrine Richmond 1000043 699\$ SOLDE 399\$

Classeur inférieur Richmond 1000044 699\$ SOLDE 399\$

Bibliothèque Richmond 1852493 499\$ SOLDE 299\$

Cabinet inférieur Richmond 1852451 599\$ SOLDE 349\$

Fauteuil de bureau Stanton 1974009 699\$ SOLDE 399\$

Bureau Jean-Talon 1000043 699\$ SOLDE 399\$

Vitrine Jean-Talon 1930014 699\$ SOLDE 399\$

Classeur Jean-Talon 1850880 699\$ SOLDE 399\$

Huche Jean-Talon 1930001 599\$ SOLDE 349\$

Cabinet Jean-Talon 1850893 699\$ SOLDE 399\$

Fauteuil de bureau Jean-Talon 1005756 749\$ SOLDE 449\$

Enfin le printemps arrive! Visitez www.bombay.ca pour voir notre catalogue de printemps.

BOMBAY

PAIEMENTS MINIMAUX SANS INTÉRÊT POUR 6 MOIS** SUR LES ACHATS DE 500 \$ OU PLUS TRAITÉS AVEC VOTRE CARTE DE CRÉDIT RÉNOVEZ CHEZ BOMBAY

TOUTES LES OPTIONS DE FINANCEMENT SONT OFFERTES SOUS RÉSERVE DE L'APPROBATION DU CRÉDIT

Décarie, coin Jean-Talon 514 341 4927	Le Carrefour Laval 450 978 5362	Centre Rockland 514 344 4688	Kirkland 514 428 0606	Les Galeries d'Anjou 514 352 7696	Place Rosemère 450 979 2772	Place Ste-Foy 418 651 7664	Quartier Dix30 450 462 2535	Carrefour Champêtre 450 534 0611
---------------------------------------	---------------------------------	------------------------------	-----------------------	-----------------------------------	-----------------------------	----------------------------	-----------------------------	----------------------------------

www.bombay.ca

*Le rabais s'applique aux prix courants. Ne comprend pas les nouveautés. **Période promotionnelle de 6 mois sans intérêts avec paiements minimaux : Sous réserve de l'approbation du crédit pour les détenteurs de la carte de crédit Rénovez, dans les magasins Bombay. Un achat minimal de 500 \$ est exigé. Un paiement mensuel équivalent au plus élevé de 15 \$ ou de 3.5% de votre solde est exigé durant la période promotionnelle. Les intérêts, calculés au taux privilégié s'accumulent sur le solde impayé à compter de la date de l'achat. Si le montant de l'achat et tous les frais facturés à l'égard de l'achat ne sont pas payés avant la date d'échéance de la promotion, les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Si durant la période promotionnelle vous n'effectuez pas un paiement minimal exigé, l'offre promotionnelle sera annulée et les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Le solde impayé sur l'offre promotionnelle sera chargé des intérêts au taux privilégié jusqu'à ce que le solde soit payé en entier. Le taux privilégié est de 29.9%. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e).



COURS DE YOGA CHAUD CHEZ BIKRAM YOGA VMR

ÉCONOMISEZ
JUSQU'À
77%

À PARTIR DE
29\$
VALEUR JUSQU'À ~~109\$~~



bikram yoga tmr
the beta studio

DÉCOUVREZ TOUTES
NOS OFFRES DÈS MAINTENANT
SUR **LERENARD.CA**



QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES



LERENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

EXCLUSIVITÉ DE
**LA PRESSE
CA**

SOULÈVEMENT EN SYRIE

Le danger de l'indifférence



**AGNÈS
GRUDA**
CHRONIQUE

La révolution syrienne n'est plus ce qu'elle était. De plus en plus sectaires, les opposants de Bachar al-Assad sont aussi de plus en plus militarisés, et entretiennent de plus en plus de liens avec des puissances étrangères.

L'homme qui fait ce constat ne fraie pas dans les hautes sphères politiques à Damas. Au contraire: il souhaite la chute de la dictature syrienne. Et le plus tôt possible, s'il vous plaît. Mais cela ne l'empêche pas de voir le côté sombre d'une rébellion qui, après un an de répression, s'est beaucoup radicalisée. En partie par désespoir.

Bassam Haddad est né à Damas, a été élevé au Liban et vit depuis près de 30 ans aux États-Unis. Spécialiste de la Syrie, il enseigne à l'Université George Mason, à Washington. Il vient de publier un livre sur les ficelles économiques qui ont permis au régime syrien de se maintenir en place pendant quatre décennies.

qui les finance. Et, de manière plus discrète, l'Arabie saoudite. Leur but: affaiblir l'Iran. Résultat: la révolte se joue de plus en plus selon des lignes confessionnelles, mettant en opposition musulmans sunnites et chiïtes.

Mais la radicalisation touche aussi le noyau des premiers opposants, qui deviennent «de plus en plus conservateurs et de plus en plus désespérés», dit Bassam Haddad. Car en Syrie comme ailleurs, le désespoir nourrit l'obscurantisme...

Cette radicalisation joue en faveur du régime, qui peut la brandir comme une menace face à la communauté internationale. Vous voulez que notre régime tombe? Regardez donc ce qui vous attend...

Damas bénéficie aussi de l'appui d'une partie de la population syrienne. Appui qui tend à s'effriter, et pas seulement à cause de la répression. Car la situation économique en Syrie est catastrophique. L'État n'arrive plus à payer ses employés. Et selon Bassam Haddad, il suffirait que le régime montre des signes de faiblesse pour que certains des partisans d'Assad, les grands groupes industriels par exemple, «décident de parier sur un autre cheval...»

«*Nous n'avons pas le choix entre une bonne et une mauvaise situation. Le choix, c'est entre une très mauvaise situation et une catastrophe.*»

C'est pour faire la promotion de ce bouquin, intitulé *Business Networks in Syria* (Réseaux d'affaires en Syrie) qu'il est passé par Montréal, cette semaine. Un passage qui coïncide avec le premier anniversaire du plus sanglant de tous les soulèvements arabes.

C'est le 13 mars 2011 qu'une quinzaine d'écoliers de la ville syrienne de Deraa ont tracé des graffiti antirégime sur les murs de leur ville. Déterminé à étouffer la révolte dans l'œuf, le régime arrête les ados et les envoie en prison à Damas. Deux jours après, des manifestations massives éclatent un peu partout au pays.

«Dès le début, le régime a décrit ses opposants comme des gangs armés agissant au nom d'intérêts étrangers. C'était un mensonge. Mais au cours des derniers temps, cette accusation ne peut plus être complètement rejetée», déplore Bassam Haddad.

Malgré les récentes avancées de l'armée syrienne, Bassam Haddad estime que la crise syrienne est dans une impasse. Oui, le régime a gagné du terrain sur le plan militaire. Mais en même temps, son autorité politique s'effrite. Et sa capacité à diriger la Syrie autrement que par les armes décline à vue d'œil.

Mais la transformation du mouvement de révolte l'inquiète. Car certains groupes armés poursuivent des objectifs qui n'ont plus rien à voir avec les motivations des manifestants descendus dans les rues, il y a un an.

Bassam Haddad prend bien soin de souligner que ces groupes radicaux restent minoritaires. Mais leur poids tend à augmenter. Qui sont donc ces «éléments problématiques» qui tentent de détourner la révolution syrienne à leur profit? Saddam Haddad cite les Frères musulmans, ou des groupes «encore plus à droite.» Mais aussi le Qatar,

Nous n'en sommes pas encore là. Pour l'instant, c'est l'impasse. Et il n'existe aucune clé magique pour la dénouer. «Malheureusement, nous n'avons pas le choix entre une bonne et une mauvaise situation. Le choix, c'est entre une très mauvaise situation et une catastrophe», dit Bassam Haddad.

Le scénario catastrophe, ce serait une intervention militaire étrangère qui finirait par embraser toute la région. Et l'autre option? «C'est attendre que les choses évoluent par elles-mêmes. Mais aussi, peut-être, miser sur une coalition internationale, incluant des pays comme la Chine et le Russie, pour inciter les deux parties à un cessez-le-feu.»

Bassam Haddad marche sur un fil très fin. «Je peux être vu comme un criminel, qui veut que la tuerie continue. Mais en ce moment, je ne vois pas de meilleur plan.»

■ ■ ■

Il n'est pas le seul. Après un an de révolte, et des milliers de morts, il n'existe aucun scénario pour une sortie de crise pacifique en Syrie.

À l'échelle des soulèvements populaires, la révolution syrienne présente un cas de figure hyper complexe. Des acteurs étrangers viennent brouiller les cartes, sur fond de rivalités régionales et interconfessionnelles. On est loin d'un scénario révolutionnaire romantique, avec une frontière étanche entre les gentils et les méchants.

Mais parallèlement à cette situation inextricable, il y a aussi une réalité très simple: un régime déterminé à survivre à n'importe quel coût profite de l'impuissance internationale pour massacrer tranquillement sa population. Le moins que l'on puisse faire, c'est de ne pas l'oublier. De résister à l'indifférence.



PHOTO TYLER HICKS, THE NEW YORK TIMES

Jeune combattant dans la province d'Idlib, en février.

SOULÈVEMENT EN SYRIE

Un an d'enfer

LAURA-JULIE PERREAULT

À bout de souffle, chaussés de sandales en plastique usées, des centaines de réfugiés syriens arrivent quotidiennement par petits groupes à la frontière de la Turquie. En grande majorité des femmes et des enfants, ils fuient les violences qui secouent Idlib, ville du nord du pays dont l'armée syrienne a repris le contrôle au cours des derniers jours après une bataille acharnée contre les rebelles de l'Armée syrienne libre.

Près de 12 000 d'entre eux s'entassent maintenant dans un camp de réfugiés.

L'histoire de ces réfugiés en dit long sur la situation humanitaire en Syrie, un an après le début du soulèvement. Depuis le début de la répression du soulèvement populaire, qui a débuté à Damas et à Deraa il y a un an, plus de 230 000 personnes ont dû fuir leur foyer.

La plupart fuient la violence, qui a déjà fait des milliers de morts. Au moins 6500, selon Amnesty internationale – 8500 d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme. D'autres, la pénurie de nourriture, d'eau et d'électricité imposée par le régime de Bachar al-Assad.

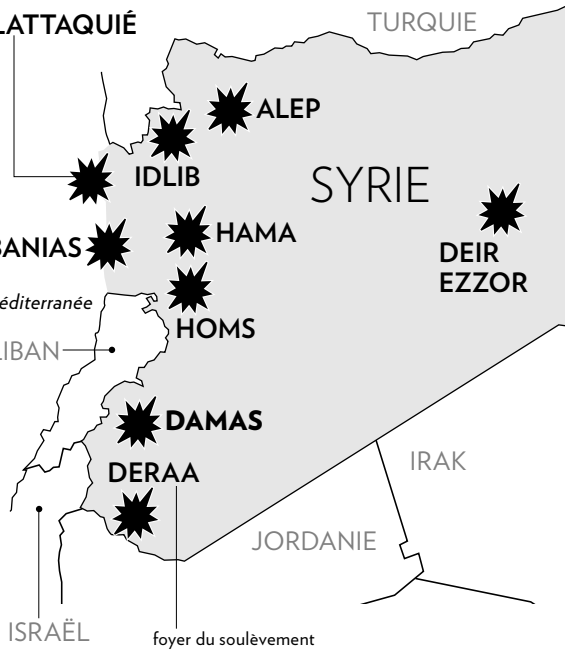
La souffrance est cependant difficile à chiffrer, car les organismes humanitaires et les médias indépendants n'ont pas accès aux zones les plus touchées par les combats. En un an, au moins huit journalistes ont d'ailleurs perdu la vie en faisant leur travail. Malgré le danger, des citoyens journalistes continuent de mettre en ligne des dizaines de milliers de vidéos faisant état de la situation dans le pays à feu et à sang. La communauté internationale, elle, attend en retrait.

Bilan en chiffres d'une année infernale.



Des membres de l'Armée syrienne libre, dans la province d'Idlib, en février.

LES VILLES SYRIENNES LES PLUS TOUCHÉES PAR LA VIOLENCE



LE SOULÈVEMENT SYRIEN ET SA RÉPRESSION EN CHIFFRES

NOMBRE DE MORTS



SITUATION HUMANITAIRE




présente


EXPO
manger santé
et vivre vert

15^e édition

MONTRÉAL
16-17-18 mars 2012
au Palais des congrès

12^e édition

QUÉBEC
24-25 mars 2012
au Centre des congrès

Alimentation saine

Écologie

Santé globale

Exposants
Conférences
Dégustations
Demos culinaires

MONTRÉAL
Vendredi : 11 h à 20 h
Samedi : 10 h à 18 h
Dimanche : 10 h à 17 h

QUÉBEC
Samedi : 10 h à 18 h
Dimanche : 10 h à 17 h

www.expomangersante.com
Entrée: 12 \$ Aînés et étudiants : 10 \$ Gratuit pour les 16 ans et -



GRANDE BIBLIOTHÈQUE


Entretien
La bibliothèque de... Josée di Stasio
Pour notre plus grand plaisir, **Josée di Stasio** dévoilera une précieuse liste de titres qui alimentent son inspiration et nourrissent sa vie.
Animation : **Guy Berthiaume**, président-directeur général de BAnQ
Le mardi 27 mars de 12 h à 13 h
Présenté en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal et Canal Savoir
 **Billet nécessaire • 12 \$ ou 8 \$ à tarif réduit**

Poésie et jazz
Quatre saisons, quatre couleurs, quatre lumières
Les poètes **Monique Deland**, **Endre Farkas**, **Corinne Larochelle** et **Tristan Malavoy-Racine** seront accompagnés par le **Trio Daniel Lessard**.
Le mardi 20 mars à 19 h 30
Présenté en collaboration avec le Festival international de la poésie de Trois-Rivières
 **Billet nécessaire • Gratuit**



Auditorium
Pour tout savoir sur les activités culturelles de BAnQ et pour réserver des billets : banq.qc.ca



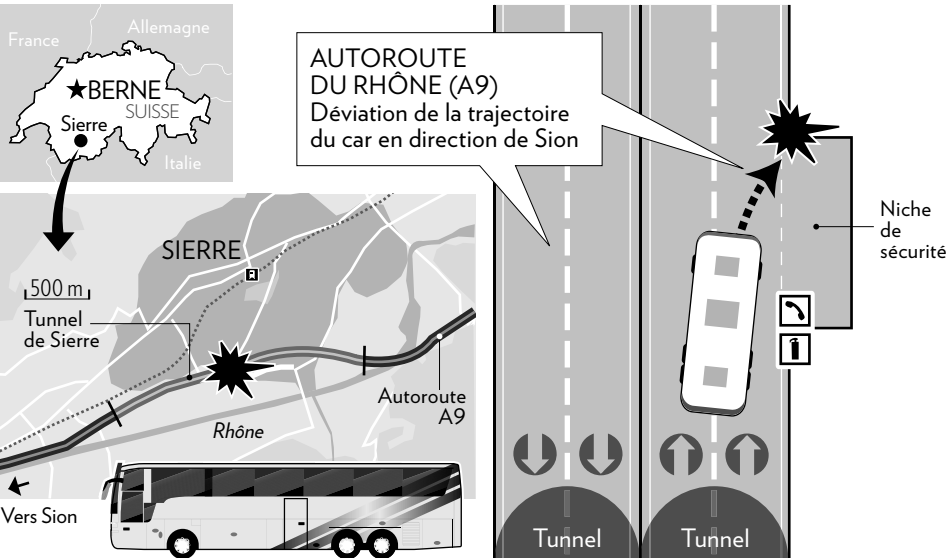
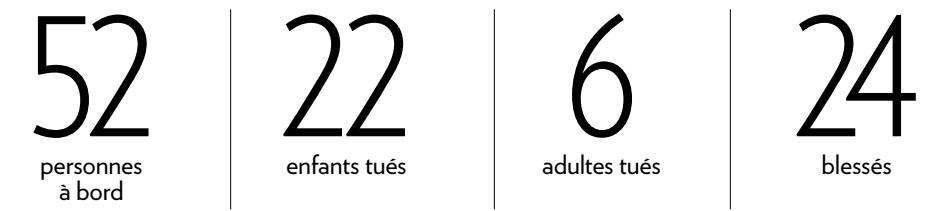
Venez faire connaissance!
475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
514 873-1100 ou 1 800 363-9028

Bibliothèque et Archives nationales Québec



« UN CHOC D'UNE EXTRÊME VIOLENCE »

L'autocar transportait des écoliers belges de retour de vacances.
Il a dévié de sa trajectoire pour une raison inconnue.



Sources: AFP

PHOTO REUTERS

Une classe de neige vire au cauchemar

28 Belges, dont 22 enfants, meurent dans un accident d'autocar en Suisse



ACCIDENTS MEURTRIERS

Les cinq accidents de bus les plus meurtriers des dernières années :

- 16 novembre 2011, Chine** > Dans un autobus d'écoliers surchargé, 20 personnes périssent, dont 18 enfants.
- 21 décembre 2010, Turquie** > Un poids lourd percute un minibus, ce qui cause la mort de 25 personnes, dont de nombreux étudiants.
- 12 octobre 2010, Ukraine** > La collision entre un train et un minibus sur un passage à niveau coûte la vie à 45 personnes
- 12 juin 2010, Suisse** > Un couple de retraités canadiens trouve la mort dans un accident qui fait aussi 24 blessés.
- 24 juillet 2009, Russie** > Un camion percute un autocar, 25 passagers meurent.

Sources: AFP et AP



PHOTOS AFP ET REUTERS

- > Photo du haut : des gerbes de fleurs ont été déposées devant l'école primaire de Lommel, en Belgique, dont 15 élèves ont perdu la vie dans l'accident d'autocar de mardi soir.
- > Photo du bas : dans ce tunnel rectiligne de la région de Valais, en Suisse, le car a dévié de sa trajectoire pour une raison toujours inconnue.

LA PRESSE

L'accident d'autocar en Suisse, qui a coûté la vie à 28 Belges dont 22 enfants a semé la consternation et a plongé la Belgique dans le deuil. Le véhicule, qui rentrait d'un voyage scolaire, a percuté la paroi d'un tunnel dans le canton du Valais.

Pendant que les parents arrivent au chevet de leurs enfants, les équipes de secours cherchent les mots pour décrire la catastrophe.

Les images de la carcasse du car relayées par les agences de presse témoignent de l'extrême violence du choc. Le toit de l'autocar a été soufflé, et l'avant du véhicule n'est plus qu'un amas de tôle.

Alain Rittiner, président de l'association valaisanne des ambulanciers, a indiqué qu'il ne pouvait « pas décrire » le spectacle d'apocalypse qui l'attendait.

« Ce qu'on entend d'abord, quand on arrive au car accidenté, ce sont les cris des enfants, cela ne peut pas se raconter », a dit M. Rittiner

« En entendant les cris, les sauveteurs ont eu un choc, ils sont aguerris, mais c'est au-delà de ce qu'on peut imaginer », a-t-il dit.

« C'est toujours difficile quand il y a un accident, mais quand il y a des enfants, il y a un aspect émotionnel très difficile à gérer pour les sauveteurs qui ont été traumatisés par ce qu'ils ont vu, des enfants blessés, des enfants mutilés et des morts », a affirmé le D^r Jean-Pierre Deslarzes, médecin-chef urgentiste du canton.

« Les sièges étaient basculés vers l'avant, les enfants étaient tous entassés sur l'avant du car, c'était indescriptible », s'est rappelé Eric Van Malderen, un témoin belge.

En plus des vingt-deux enfants qui ont perdu la vie, six adultes ont aussi péri dans l'accident dont l'institutrice et la monitrice qui accompagnaient les enfants en plus des deux chauffeurs de l'autocar. Vingt-quatre enfants sont blessés, dont trois sont dans un état critique.

Les secouristes ont mis huit heures à dégager les morts, les blessés et l'épave.

Le visage grave et les traits tirés, les familles des victimes sont arrivées dans la journée en Suisse. Elles étaient accompagnées de psychologues et ont refusé de répondre aux questions des journalistes.

Causes inconnues

L'autocar circulait sur l'autoroute A9 en direction de Lausanne, dans le Valais, depuis une demi-heure, mardi soir vers 21 h, heure locale. Mais dans un tunnel rectiligne, où la vitesse est limitée à 100 km/h, le car a dévié de sa trajectoire pour une raison toujours inconnue.

« Ce qu'on entend d'abord, quand on arrive au car accidenté, ce sont les cris des enfants, cela ne peut pas se raconter. »

— Alain Rittiner, président de l'association valaisanne des ambulanciers

Il a d'abord heurté la bordure du tunnel, sur sa droite, avant de s'encaster, frontalement, dans un mur de béton près d'une niche de sécurité.

Trois hypothèses sont privilégiées: un défaut technique du car, un malaise du chauffeur ou une erreur humaine.

Deuil national en Belgique

En Belgique, l'accident a semé la consternation.

« Quand on perd un enfant, il n'y a pas de mot », a déclaré le premier ministre, Elio di Rupo. La journée d'hier a été déclarée journée de deuil national.

Il s'est rendu hier en Suisse, aux côtés des familles des victimes, où ils ont été reçus par les autorités diplomatiques.

Une cellule de crise a été mise en place, et une chapelle ardente ouverte.

— Avec AFP, AP et la RTB

LA PRESSE

RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE. L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur lapresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir™

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS

Garder le cap en Afghanistan

Barack Obama et David Cameron ont promis de maintenir le cap en Afghanistan, au moment où les appels à quitter le pays se multiplient en direction de la coalition internationale, dont Américains et Britanniques forment le plus gros contingent. Le premier ministre britannique s’est entretenu avec le président américain dans le bureau Ovale.

— AFP



PHOTO SCOTT OLSON, REUTERS
Le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta a fait une courte visite en Afghanistan.

GRANDE-BRETAGNE

Écoutes : un journaliste de nouveau arrêté

La police britannique enquêtant sur l’affaire des écoutes pratiquées par le *News of the World* a une nouvelle fois arrêté l’ancien chef du reportage du défunt tabloïd, Neville Thurlbeck, soupçonné d’avoir intimidé un témoin. Il avait déjà été arrêté le 5 avril 2011, soupçonné d’avoir intercepté de façon illégale des communications téléphoniques.

— AFP

LIBYE

Prise de contrôle des frontières

Le gouvernement libyen a annoncé qu’il s’apprêtait à prendre le contrôle des points frontaliers et des aéroports, dont celui de Tripoli, qui sont toujours aux mains des ex-rebelles. L’aéroport de Tripoli est tenu par une brigade de la ville de Zenten, tandis que les frontières sud sont contrôlées par les tribus et ex-rebelles de ces régions désertiques.

— AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

3
La cour d’appel de Taza, dans le nord-est du Maroc, a confirmé la peine de trois ans de prison ferme prononcée en février contre un jeune ressortissant marocain pour insulte à la personne du roi Mohammed VI sur un site internet. Le tribunal de première instance de cette ville avait condamné Abdelsamed Haydour, 24 ans, à la même peine le 13 février.

— AFP

Hollande, Le Pen et Cie à l’épreuve de la philosophie



MARC THIBODEAU
PARIS

Lors de l’élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy avait soulevé une tempête en déclarant dans une entrevue philosophique soit vue par certains des principaux candidats de la campagne en cours comme un exercice périlleux.

Pas étonnant, dans les circonstances, que l’idée de se prêter à un interrogatoire philosophique soit vue par certains des principaux candidats de la campagne en cours comme un exercice périlleux.

Ces réserves n’ont pas empêché François Gauvin, philosophe et journaliste québécois établi de longue date à Paris, de solliciter l’ensemble des politiciens engagés dans la course pour recueillir leur point de vue sur des questions fondamentales traitant du bien et du mal, de la religion ou encore de la nature du pouvoir.

MARINE LE PEN

La dirigeante du Front national souhaite que le pouvoir soit rendu au « peuple » et fustige les élites qui cherchent à le représenter comme étant « ringard, recroquevillé, peureux, raciste ». Elle s’en prend au « totalitarisme mondialiste » qui voudrait réduire l’homme à une sorte « d’*homo oeconomicus* individualiste qui se résume à ses qualités de producteur et de consommateur ». La politicienne s’attaque à un mouvement prétendu de « déresponsabilisation » et « d’infantilisation » qui pousse la population à tenir « l’autre » responsable de ses ennuis. Elle avance par ailleurs que toutes les discriminations ne sont pas injustes et évoque, à titre d’exemple, le fait de réserver des « droits supplémentaires » à des nationaux dans leur pays par rapport à des étrangers ».

Le résultat de ses efforts est résumé dans un livre de quelques centaines de pages intitulé *Bayrou, Hollande, Joly, Le Pen, Mélenchon, Sarkozy... Leur philosophie*, qui sera bientôt offert au Québec.

L’auteur, qui se targue d’être le premier à avoir mené un tel

FRANÇOIS HOLLANDE

Le candidat socialiste affirme ne pas croire que l’exercice du pouvoir tend à éloigner les élus des problèmes que vivent les gens ordinaires. Il dit garder les fenêtres « grandes ouvertes » sur le pays et plaide pour la fin de « l’inertie » devant le néolibéralisme de manière à contrer la montée de la précarité. La conscience que l’homme est « le fruit » de la nature l’oblige à rompre avec la « société du gaspillage », relève le candidat, qui ne croit pas cette démarche incompatible avec la croissance. Il dit vouloir redresser l’économie de la France pour permettre aux chômeurs de renouer avec le travail, « un moyen d’épanouissement et d’accomplissement personnel », et relève, enfin, que l’homme a « éminemment besoin » de se dépasser.

exercice avec les candidats d’une élection, affirme avoir voulu établir par des questions « que tout le monde peut se poser » les convictions philosophiques des politiciens interrogés.

« Je leur ai dit qu’ils ne devaient pas me parler de leur

programme ou des autres candidats », explique M. Gauvin.

« Ce qui était extraordinaire, c’était de constater que les candidats étaient capables de répondre du tac au tac à toutes les questions de manière structurée », indique le Québécois, qui doute qu’un tel exercice donnerait des résultats aussi probants en sol nord-américain.

La valorisation de la philosophie et de la culture en France n’est pas étrangère au phénomène, relate M. Gauvin, qui a été particulièrement marqué par la qualité des réponses de certains candidats des formations plus marginales.

Le chef du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, générerait un feu roulant d’idées de haute voltige, relate-t-il. « Je me suis retrouvé dans une position d’élève à l’écouter », dit l’auteur.

Philippe Poutou, du Nouveau parti anticapitaliste, a surpris l’auteur en fustigeant une forme d’idéologie de la « sélection sociale naturelle » dans une intervention lui rappelant les théories du sociologue Pierre Bourdieu. « Il faisait du Bourdieu sans le savoir », dit M. Guérin.

Le Pen et l’héritage chrétien
La chef du Front national, Marine Le Pen, l’a étonné, dans un autre registre, en présentant les « frontières » et les « nations » comme des structures « naturelles ». La politicienne, souvent taxée d’islamophobie, a aussi mis en opposition la liberté de l’individu issue de « l’héritage chrétien » à « l’expression la plus radicale de l’islam » qui nierait, selon elle, l’individu en le plaçant derrière la communauté.

« De manière générale, je n’intervenais pas sur les réponses. J’affichais une neutralité bienveillante. Un peu comme Socrate », explique l’auteur, qui a dû beaucoup insister pour convaincre François Hollande de prendre part à l’exercice.

Le candidat socialiste, qui a accepté de répondre par écrit à une dizaine de questions, se réclame d’Albert Camus pour résister à « l’absurdité du monde » et fustige « l’avidité » au cœur de la crise financière.

Nicolas Sarkozy n’a pas accepté de participer, ce qui a forcé M. Gauvin à conclure l’ouvrage par un dialogue imaginaire qui évoque notamment l’épisode de l’entrevue avec Michel Onfray en 2007.

Selon M. Gauvin, l’équipe du président a refusé l’invitation simplement parce qu’il n’était pas encore officiellement candidat, non par peur.

« Sinon, il aurait accepté. C’est un coq qui ne recule pas devant les défis », relève l’auteur, qui se félicite d’avoir replacé la réflexion philosophique au cœur du processus électoral.



PHOTO EVERT-JAN DANIELS, ASSOCIATED PRESS
Thomas Lubanga a utilisé des enfants soldats en 2002-2003.

La CPI condamne un ex-chef de guerre congolais

D’APRÈS L’AFP

LA HAYE — La Cour pénale internationale (CPI) a rendu hier le premier jugement de son histoire, en reconnaissant coupable de crimes de guerre l’ancien chef de milice de République démocratique du Congo (RDC), Thomas Lubanga, qui avait utilisé des enfants soldats en 2002-2003.

« La chambre a conclu à l’unanimité que l’accusation a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Thomas Lubanga est coupable des crimes de

conscription et d’enrôlement d’enfants de moins de 15 ans et les a fait participer à un conflit armé », a déclaré le juge britannique Adrian Fulford, qui a lu un résumé du jugement lors d’une audience publique à La Haye.

Le juge a précisé qu’une peine serait prononcée ultérieurement à l’encontre de Thomas Lubanga, 51 ans, qui plaiderait non coupable et encourt 30 ans de prison. Il avait été transféré à La Haye en 2006 où son procès, ouvert le 26 janvier 2009, s’était achevé le 26 août 2011.

À Paris, Jean Charest refuse de se mouiller

LA PRESSE CANADIENNE

PARIS — Le premier ministre Jean Charest « apprécie » Nicolas Sarkozy mais il n’appuie personne dans la course à l’Élysée.

À l’issue d’un discours hier matin à Paris devant l’Institut français de relations internationales, M. Charest a salué le rôle du président sortant dans le développement des échanges franco-québécois.

« Il faut rendre à César ce qui revient à César », a déclaré le premier ministre. M. Sarkozy a été pour nous un interlocuteur important qui a beaucoup appuyé et soutenu, entre autres, le projet de mobilité de la main-d’œuvre. Il faut le reconnaître. Nous avons beaucoup apprécié son leadership politique, parce que sur une affaire comme ça, ça prend une volonté politique soutenue et très forte. »

Pour autant, M. Charest n’a « évidemment » pas l’intention de se mêler de la campagne présidentielle. Pas question d’appuyer M. Sarkozy, comme l’a fait ouvertement la chancelière allemande Angela Merkel, ni son adversaire.

« Je n’ai pas l’intention de soutenir quiconque dans la campagne », a-t-il dit.



PHOTO PATRICK LAZIC, ASSOCIATED PRESS
Le premier ministre Jean Charest a prononcé un discours hier à l’Institut français de relations internationales.

week-ends

VISITES LIBRES À MONTRÉAL

80 PROJETS RÉSIDENTIELS NEUFS À DÉCOUVRIR

WWW.MONHABITATIONNEUVE.COM

17-18
24-25
MARS
2012

duProprio

abritat
VOTRE GARANTIE

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La culture «toxique» de Wall Street


VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT
vbrousseau-pouliot@lapresse.ca

Il n’y a pas que certains produits financiers qui sont toxiques à Wall Street. Un cadre de Goldman Sachs, Greg Smith, a démissionné hier de façon fracassante en dénonçant dans une lettre d’opinion au *New York Times* le «climat plus toxique et destructeur que jamais» régnant au sein de la firme la plus prestigieuse de Wall Street.

L’administration Obama a raté une belle occasion de changer Wall Street en profondeur en début de mandat.

Les confidences de Greg Smith sont troublantes. Chez Goldman Sachs, l’appât du gain semble passer avant les intérêts des clients, parfois désignés comme des «pan-tins» («muppets») par certains employés.

«Ça me rend malade de voir les gens (de Goldman Sachs) parler aussi impunément d’exploiter les clients [...] J’ai toujours été fier de conseiller mes clients selon ce que je croyais qui était le meilleur pour eux, même si ça signifiait moins d’argent pour la firme. Mon point de vue était de plus en plus impopulaire [...] Les intérêts des clients continuent d’être ignorés», écrit Greg Smith, qui compte 12 ans d’expérience chez Goldman Sachs et qui dirigeait la section des produits dérivés américains en Europe, au Moyen-Orient et en Asie avant sa démission.

Ce n’est pas la première fois que la réputation de Goldman Sachs est durement mise à l’épreuve depuis la crise financière. En 2007 et 2008, la firme a spéculé sur l’effondrement des hypothèques à risque alors qu’elle conseillait à certains de ses clients d’en acheter. C’est commun qu’une firme de Wall Street mise des deux côtés d’une transaction, sauf que Goldman Sachs n’a pas partagé ses craintes avec les investisseurs, tout en continuant de leur vendre ces

produits financiers que leurs propres employés désignaient en privé comme des «outils de merde» («crap pools»). Goldman Sachs a payé 550 millions à la SEC pour régler une poursuite civile de fraude boursière liée à ces produits financiers.

On ne se racontera pas d’histoire: cette fois-ci, le «délateur» provient de Goldman Sachs, mais la culture n’est pas fondamentalement différente ailleurs à Wall Street. Avec une réglementation serrée, les dérapages restent contrôlés. Sauf que 30 ans de déréglementation ont produit la crise financière que l’on connaît.

L’administration Obama a raté une belle occasion de changer Wall Street en profondeur en début de mandat, quand la Chambre des représentants était encore sous contrôle démocrate. Il y a tout de même eu des changements depuis trois ans: la règle Volcker interdisant aux banques de faire de la spéculation pour leur compte, le Bureau de la protection financière des consommateurs créé pour surveiller les prêts hypothécaires, les cartes de crédit et les frais bancaires, les nouveaux tests de solvabilité de la Fed.

Les critiques de Barack Obama – qui soulignent la présence d’ex-banquiers de Wall Street parmi les conseillers du président américain – auraient aimé une réforme plus vaste. Ce n’était pas les suggestions qui manquaient: mieux encadrer les agences de notation et les fonds de couverture (*hedge funds*), plafonner la rémunération des dirigeants de Wall Street, lier leur rémunération autant à leurs bons qu’à leurs mauvais coups, imposer une taxe Tobin sur les transactions financières pour réduire la spéculation (l’Europe est pour, les États-Unis et le Canada, contre).

Peu importe la grogne populaire à son endroit, Wall Street reste le cœur des économies occidentales. Une opération au cœur, c’est toujours délicat et risqué. Le docteur Obama a jugé que le patient pouvait s’en passer cette fois-ci.

Soit, Wall Street a retrouvé la santé (l’indice boursier Dow Jones a effacé ses pertes depuis la fin de 2007 et 15 des 19 grandes banques ont passé les derniers tests de solvabilité de la Fed). La lettre de démission de Greg Smith laisse à penser que Wall Street n’a pas changé ses habitudes de vie depuis sa dernière visite aux soins intensifs. Et qu’avec une telle attitude, les risques de rechute à long terme ne peuvent être ignorés.

textiles est ridiculement bas à Montréal, soit autour de 4%. On a aussi appris qu’en Ontario, une entreprise exploitait la récupération de textiles en vendant dans les pays tiers les vieux vêtements encore décents. Pourquoi la Ville de Montréal ou Recyc-Québec ne contactent-ils pas cette entreprise afin d’implanter chez nous la collecte des textiles et ainsi réduire de façon rentable les matières enfouies ou brûlées? En Ontario, cela crée quelques emplois dans un centre de tri et d’expédition. On pourrait exiger que l’entreprise en exploite un pour le Québec. Actuellement, cette collecte est chaotique, donc inefficace, comme les chiffres semblent le confirmer. Ainsi, sur le boulevard Saint-Joseph le jour des déchets, on voit quantité de sacs verts remplis de textiles de toutes sortes, quelquefois à moins de dix mètres d’une boîte de récupération! Le Plateau semble écologique seulement quand ça lui chante.

Gilles Malo



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DÉBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Pourquoi aimons-nous tant le vin?
par André Pratte

PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

QUESTION DU JOUR

Québec entend obliger les employeurs à mettre en place un régime de retraite auquel seuls leurs employés devront contribuer. Êtes-vous d'accord?

• OUI , 39 %

• NON , 54 %

• Je ne sais pas , 7 %

Résultats à 19h, hier: 10 830 répondants

EXCLUSIF , DÉPANNEURS : L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS N'EST PAS INSTANTANÉE

OPINION

Si j'avais su!

À cause d’une terrible dépendance à la cigarette durant 32 ans, j’ai souffert d’un cancer de la langue

MARTINE PILOTTE
L’auteure est une ex-fumeuse qui réside à Trois-Rivières.

Je suivrai avec attention la plus importante poursuite de l’histoire du Québec qui s’est amorcée cette semaine: en attente depuis près de 14 ans, deux recours collectifs tenteront de faire reconnaître aux grandes entreprises de tabac le terrible impact que leur produit a eu sur la santé de centaines de milliers de Québécois.

J’ai commencé à fumer à 12 ans. J’ai fumé la cigarette pendant plus de 32 ans. J’ai cessé pour une période de deux ans à la fin des années 90 pour ensuite retomber dans ma dépendance de plus belle. Mais j’ai fini par écraser pour de bon en 2009 après l’annonce d’un terrible diagnostic: cancer de la langue de stade 2.

J’avais un mal de gorge tenace et une bosse dans le côté gauche du cou. J’ai décidé de consulter car la douleur ne cessait pas. Après une série d’exams, de biopsies et de scanners, j’ai reçu le diagnostic comme une tonne de briques. J’ai dû arrêter de travailler car j’avais de la douleur au niveau de la mâchoire et des oreilles, qu’il m’était pénible de parler et que je travaillais justement au service à la clientèle au téléphone.

Dès la première biopsie, on m’a avisé que je devais cesser de fumer immédiatement. Ce que je n’ai pas fait, au contraire: j’ai

doublé ma consommation. À ma deuxième biopsie, mon médecin m’a regardé droit dans les yeux et m’a dit: «De grâce, il faut que vous arrétiez de fumer!» Ce que j’ai fait le lendemain, non sans avoir auparavant fumé quand même toute la journée et la soirée...

Il m’a fallu apprendre à mes deux enfants que j’étais atteinte d’un cancer, eux qui avaient perdu leur père un an et demi plus tôt. C’est toute une annonce à faire à ses enfants quand ils vivent déjà un deuil très difficile...

Plus les jours avançaient, plus je faiblissais et plus je perdais mes capacités physiques. J’étais incapable de me nourrir: j’ai été gavée par voies nasales pendant un mois et demi, sans pouvoir boire d’eau. Il m’était impossible d’avaler ma salive, trop concentrée: j’ai dû apprendre à cracher. Dans l’incapacité de parler, je communiquais sur papier. Mon visage a subi d’importantes brûlures dues à

la radiothérapie. J’ai été souvent en isolement car j’étais très faible, et j’ai passé les trois dernières semaines de mes traitements à l’hôpital.

Aujourd’hui, deux ans plus tard, ma vie a changé. Je ne me nourris pas comme avant, je ne pourrai plus jamais manger des aliments secs, car la radiothérapie a brûlé mes glandes salivaires. Mon goût aussi a changé: j’ai totalement perdu la capacité de goûter le sucré... quelle perte de plaisir! Tout ça pour avoir voulu, quelque part

Quand je vois les riches propriétaires et avocats des entreprises de tabac continuer à nier l’impact de leur produit fétiche sur la santé des gens, ça me bouleverse et me scandalise.

Le 19 avril 2010, j’ai commencé mes traitements, soit cinq jours de radio et une chimio toutes les trois semaines. Dès le premier traitement, j’ai été très malade. La deuxième semaine, on a dû m’hospitaliser tellement j’étais faible.

entre l’enfance et l’adolescence, avoir l’air cool, rebelle, dans le coup. Si j’avais su!

J’ai aussi dû changer d’emploi pour ne pas avoir à parler au téléphone toute la journée. Tout ça à cause de quoi? D’une terrible dépendance à un produit inutile, dangereux et mortel: le tabac.

Quand je vois les riches propriétaires et avocats des compagnies de tabac se présenter en cour et continuer à nier l’impact de leur produit fétiche sur la santé des gens, ça me bouleverse et me scandalise.

Je suis de tout cœur avec ces milliers de femmes et d’hommes qui mènent à bout de bras ces recours collectifs. Je leur souhaite bon courage.

À BIEN Y PENSER

Cette censure de la science et de sa communauté est plus révélatrice que toute autre déviance sordide et maladive du gouvernement hyperconservateur de Stephen Harper. Un gouvernement qui a peur de la science et des scientifiques devrait nous faire très peur! Moi, j'ai peur de ce gouvernement!
— Guy Charron, Montréal

DÉBATS

Sarkozy: le dernier combat?



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

La vapeur monte, en France, où la campagne pour la présidence de la République donne lieu à des sondages contradictoires au premier tour, avec toutefois un net avantage pour le socialiste François Hollande au second tour. Ce dernier devrait en principe bénéficier du report des voix de l'extrême gauche, des écologistes et d'une bonne partie du vote centriste, tandis que Nicolas Sarkozy en sera réduit à compter sur les électeurs du Front national... ce qui du reste explique la «droitisation» de sa campagne.

À travers les courbes oscillantes des sondages, deux lignes de fond: la bataille acharnée de Sarkozy, qui joue le tout pour le tout sur un fond perceptible de désespoir, et la campagne placide d'un François Hollande qui manque singulièrement de stature.

Le président sortant, fidèle à son tempérament, fonce dans toutes les directions.

À droite, en proposant une forte baisse de l'immigration – «il y a trop d'étrangers en France» – et en réclamant, pour prévenir l'immigration illégale, la révision des accords de Schengen, à défaut de quoi la France envisagerait la fermeture de ses frontières et le retour des postes douaniers.

Il fonce à gauche aussi, en annonçant un système de taxation des exilés fiscaux qui quittent le pays dans le seul but d'échapper aux impôts (chaque année, quelques centaines de Français prennent domicile en Belgique ou en Suisse pour cette raison), avec à la clé la perte éventuelle de leur nationalité française. Voilà qui fait pendant à l'engagement de François Hollande de taxer les «super riches» à la hauteur de 75%.

Mais cette frénésie est empreinte de contradictions.

Ainsi, il y a deux semaines, M. Sarkozy a reproché avec virulence à son adversaire de vouloir rouvrir le pacte budgétaire tout récemment négocié au niveau européen (le PS veut y introduire des incitatifs à la croissance pour tempérer la règle de l'austérité).

«Un gouvernement responsable ne renie pas les traités!», s'exclamait le président sortant. Pourtant, celui de Shengen, outre qu'il date de 27 ans, est beaucoup plus fondamental que le nouveau pacte budgétaire. Il fait désormais partie du tissu même de l'Europe sans frontières.

Autre contradiction, M. Sarkozy s'en prend à Schengen en faisant semblant d'ignorer que les autorités européennes vont très précisément dans le sens qu'il souhaite, et que des démarches sont en cours pour renforcer les frontières très poreuses de Grèce et d'Italie, par où entrent la majorité des illégaux.

Malgré cette agitation tous azimuts, il est loin d'être sûr que M. Sarkozy puisse surmonter son principal handicap, qui est non pas au niveau des idées, mais à celui du style.

Il y a en France une immense vague de détestation du président. Une vague viscérale, à plusieurs égards irrationnelle, marquée par quelques événements superficiels mais symboliques (la réception au Fouquet's, le soir de la victoire de 2007, les trois jours de vacances sur le yacht de Bolloré, etc.) qui ont donné de Nicolas Sarkozy une image d'«ami des riches».

On déteste sa familiarité, son goût pour les breloques coûteuses (le «bling bling»), oubliant au passage ses bons coups qui sont loin d'avoir été négligeables: autonomie des universités, report de l'âge de la retraite, élimination du bouclier fiscal qu'il avait faut-il dire lui-même instauré, etc.

M. Sarkozy a beau mener depuis deux ans, dans le foyer reconstruit avec Carla Bruni, une vie studieuse, sage et austère, il a eu beau se débattre sans relâche sur la scène internationale (avec talent d'ailleurs) pour se donner une image d'homme d'État, rien n'y fait...

Ressources gaspillées

Québec doit s'entendre avec Terre-Neuve pour favoriser une intégration profitable des réseaux d'électricité au Canada



PIERRE-OLIVIER PINEAU
Professeur agrégé à HEC Montréal, l'auteur publie pour L'idée fédérale (www.ideefederale.ca) une étude sur les bénéfices de l'intégration des marchés de l'électricité au Canada.

Il est paradoxal que bien qu'un réseau électrique doive être en parfait équilibre technique pour fonctionner, il règne un déséquilibre aussi grand dans ce secteur – autant au Québec même qu'entre les provinces canadiennes.

La stratégie énergétique québécoise permet ainsi de construire simultanément de nouveaux projets à plus de 11¢/kWh et de signer des contrats industriels autour de 4¢/kWh. Entre les provinces, l'écart est encore plus vertigineux: l'Ontario est prête à payer jusqu'à 80¢/kWh pour de l'énergie solaire, Terre-Neuve vend de l'hydroélectricité au Québec pour 0,25¢/kWh, alors qu'on brûle encore des quantités importantes de charbon et de pétrole au Nouveau-Brunswick pour produire de l'électricité. Aucun autre secteur de l'économie ne pourrait fournir d'exemples aussi contrastés d'écarts colossaux.

Alors que des crises budgétaires et environnementales se profilent à l'horizon, laisser de telles tensions perdurer dans ces réseaux énergétiques vitaux serait une grave erreur.

Le secteur électrique n'est cependant pas marginal: toute notre organisation sociale et économique repose sur lui. Il est de plus la seconde source d'émission de gaz à effet de serre (GES) au Canada, après le secteur du transport.

Alors que des crises budgétaires et environnementales se profilent à l'horizon, laisser de telles tensions perdurer dans ces réseaux énergétiques vitaux serait une grave erreur. Des économies pour les uns, des profits pour les autres et une réduction des émissions de GES pour tous peuvent être obtenus conjointement.

Parmi les différends empoisonnant les relations interprovinciales se trouve



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Des économies pour les uns, des profits pour les autres et une réduction des émissions de GES pour tous peuvent être obtenus conjointement.

le contrat de 1969 de Churchill Falls, qui permet chaque année au Québec de répondre à 45% des besoins des consommateurs résidentiels pour le coût ridicule de 0,25¢/kWh (alors que le tarif résidentiel débute à 5,39¢/kWh). Ce contrat se termine en 2041. Peu importe les raisons expliquant ce contrat ou sa validité légale, l'injustice ressentie par Terre-Neuve-et-Labrador se répercute dans une multitude de dossiers: le développement du Bas-Churchill, la possible construction de nouvelles lignes de transmission évitant le Québec (et subventionnées par le gouvernement fédéral), l'acquisition annulée d'Énergie Nouveau-Brunswick par Hydro-Québec en 2009-2010... Autant d'exemples où des ressources sont gaspillées et des gains tant économiques qu'environnementaux ne se réalisent pas.

Formellement, la mésentente fondamentale dans le secteur électrique se manifeste par des négociations qui s'enlissent depuis 1995 dans le chapitre «énergie» de l'Accord sur le commerce intérieur canadien, bloquant tout effort d'harmonisation entre les provinces. Ce sont pourtant elles-mêmes qui s'étaient donné pour objectif «d'établir un marché intérieur ouvert, performant et stable» dans ce secteur.

À l'heure actuelle, donc, les provinces ont des secteurs de l'électricité recroquevillés sur eux-mêmes

(malgré des échanges significatifs), sous-performants et vulnérables aux vellétés de politiciens, qui décident régulièrement de laisser libre court à leur opportunisme électoral en finançant des projets solaires, éoliens, hydroélectriques, nucléaires ou autres, sans chercher aucune cohérence globale. Les coûts économiques de ces projets sont assumés par tous, alors que les impacts environnementaux s'accumulent, érodant nos efforts de développement durable.

La ligne à observer est pourtant claire: suivre les principes établis dans les bases de l'Accord sur le commerce intérieur de 1995, s'inspirer de la Loi canadienne sur la santé, qui permet une harmonisation entre les provinces sans intrusion contestée du fédéral, et enfin, observer des exemples internationaux – par exemple ceux de la Norvège, de la Suède, de la Finlande et du Danemark. Ces pays souverains ont ainsi fédéré leurs secteurs électriques pour en optimiser les performances globales et individuelles, misant sur la complémentarité des ressources locales pour diminuer les coûts et les émissions.

Le Québec, les autres provinces et le Canada ne peuvent pas se permettre d'ignorer les initiatives qui sont à la fois bonnes pour l'économie et l'environnement. Pour cela, nous devons être prêts à revoir certains héritages du passé qui ne sont plus viables à l'heure actuelle, ou qui se révéleront être des poids dangereux à moyen terme.

RÉPLIQUE

La majorité des aînés bien traités

PIERRE-PAUL CÔTÉ
Président de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics (AREQ), l'auteur réplique à l'opinion intitulée «Aimés et bien traités», qui a été publiée samedi dernier.

Dans leur texte, les responsables d'une résidence qui accueille des adultes présentant une déficience intellectuelle, Diane Lalancette et Guy Fortin, me reprochaient de diaboliser les résidences privées pour personnes aînées.

En effet, j'ai déclaré dans un autre quotidien: «Imaginez, si les services ne sont pas meilleurs dans les établissements gouvernementaux (CHSLD), alors lorsque nous serons rendus aux rapports de visites de résidences privées, ce sera l'enfer!»

Bien sûr, je faisais image. Loin de moi l'idée de diaboliser toutes les résidences privées. D'ailleurs, lors de

l'adoption du projet de loi sur la certification de ces résidences, l'automne dernier, j'ai affirmé clairement que la majorité des personnes aînées en

La description de la résidence de M^{me} Lalancette et M. Fortin force l'admiration. Malheureusement, ce ne sont pas toutes les résidences privées qui offrent un tel milieu de vie.

perte d'autonomie sont bien traitées dans les résidences privées qui les accueillent.

Aussi, la description de la résidence de M^{me} Lalancette et M. Fortin

force l'admiration: espaces chaleureux, repas de qualité, traitement respectueux des bénéficiaires. Leur cas mérite d'être cité en exemple! Malheureusement, comme nous le rappelle trop souvent l'actualité, ce ne sont pas toutes les résidences privées qui offrent un tel milieu de vie.

Cela dit, le rôle d'une association comme l'AREQ est de mettre le doigt sur les situations problématiques. De porter la voix des personnes qui ne sont pas en mesure de le faire d'elles-mêmes. De forcer le gouvernement à agir. En fin de compte, notre rôle, c'est de nous assurer que toutes les personnes âgées soient bien traitées.

C'est pourquoi nous entendons continuer à porter un jugement critique à propos des services offerts dans les résidences d'hébergement, autant dans le privé que dans le public.

VASTE CHOIX
À DÉCOUVRIR
EN MAGASIN



mariette
clermont

marietteclermont.com

LAVAL: 2300 Le Corbusier, 514.382.6870 . MONTRÉAL: 2020 University, 514.845.7296

RAM